

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2824 | 65^e année | Du 15 septembre au 5 octobre 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



Le temps de la révolte

Page 3

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Indice de confiance : zéro p. 2

✓ POLITIQUE

Scandales :

le système D(émocratique) p. 4

✓ SOCIÉTÉ

La justice à l'encan p. 5

Vers une post-humanité p. 6

✓ MONDE

Crise de la dette :

brèches à foison dans l'UE p. 7

Belgique : les symboles français

pris pour cibles p. 8

Libye : une autre guerre

commence p. 9

Israël : Nétanyahou à l'épreuve

d'un état palestinien p. 9

✓ ARTS & LETTRES

Michel Mohrt,

le dernier hussard p. 10

Yann Queffélec,

le piéton des Glenans p. 11

✓ IDÉES

Les fondements philosophiques

de l'oligarchie moderne p. 12

Débat autour

du "politique d'abord" p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

Définir la civilisation p. 14



La vacance du pouvoir

TANDIS QUE L'ÉTÉ s'achève, le même sérieux a repris dans notre classe politique. Jacques Chirac, qui vient de publier le tome II de ses Mémoires, n'en a plus pour son procès... DSK a été reçu en bon voisin par Jack Lang, place des Vosges, rappelant à tous qu'il fallait être au PS pour acheter dans le IV^e arrondissement... Martine Aubry n'a pas encore truqué les élections internes au PS pour gagner cette fois non pas devant Ségolène Royal, mais devant François Hollande... Lui-même nouveau Créon, ce tanneur expert en dé-

magie dans l'Athènes du V^e siècle... Pour ne rien dire des catholiques de la République, telle Christine Boutin, nouvelle Marie-Madeleine aux cheveux courts, athlète du fourvoisement depuis le ralliement de Léon XIII en passant par la condamnation de 1926, pour le maigre profit qu'on sait... Sans oublier les hauts fonctionnaires marqués par la probité et la discrétion, et qui renforcent le FN comme on peut imaginer...

Non, décidément le plus raisonnable est encore d'aller au cinéma voir *Habemus Papam* de Nanni Moretti. D'évidence ce n'est pas le plus grand film de Moretti, c'est un peu comme Woody Allen dont on pressent les chefs-d'œuvres derrière lui.

Reste que loin d'être anticlérical, le film développe tout en nuance le refus d'un nouveau pape, interprété par Michel Piccoli presque muet et pourtant sublime, d'exercer ses fonctions. Il fuit le Vatican et, anonyme parmi les anonymes, se promène dans Rome, redécouvre le théâtre et Tchekov - manière de rappeler la passion première de Jean-Paul II et le rapport du théâtre avec le pouvoir. Tandis que le pape est introuvable, le conclave des cardinaux, déboussolé, sombre dans le burlesque. Humeur du temps, *Habemus Papam* est un bon résumé de la vacance du pouvoir qui frappe l'ensemble du monde occidental. □

Marc Savina

M 01093 - 2824 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

❑ **SYSTÈME BANCAIRE**

Indice de confiance : zéro

Tandis que la Grèce s'achemine vers la faillite, le risque souverain nourrit l'inquiétude quant à la solidité des banques européennes. Aussi la crainte d'une grave raréfaction des liquidités se fait-elle plus pressante.

L'enjeu des appels du FMI et de la BCE n'est pas mince. Il ne s'agit que de recapitaliser de 200 milliards les banques d'Europe afin qu'elles puissent supporter l'affichage des bons douteux dans leurs comptes. À défaut de quoi, elles resteront suspectées d'infection et quand le vent de panique se lèvera, tout le secteur se protégera des métastases de la faillite en bloquant ses transferts. Sans liquidités, le moteur bancaire calera, et nous ferons la queue aux guichets comme à Tripoli !

L'appel du FMI

Le FMI, par la voix de son administrateur-gérant Lagarde, appelle à recapitaliser les principales banques d'Europe occidentale parce qu'elle sait (ou a appris à son arrivée à Washington) qu'en cas de turbulences, elles ne tiendront pas le choc, malgré les tests de résilience signalés presque partout positifs. Les fonctionnaires de l'Agence bancaire européenne (EBA) s'en tiennent au succès de leurs simulations et récusent cette demande avec dédain. La présidente du Medef dit ne pas comprendre, c'est inquiétant mais elle n'a fait que Sciences po. Le président Jouyet de l'Autorité des marchés financiers (AMF) ne demande lui que la recapitalisation des plus petites, et les professionnels du secteur, non impliqués dans les affaires politiques, avouent que les banques européennes sont au fond du trou (*dixit* Chahine Capital) après avoir perdu 900 milliards de capitalisation en cinq ans ! On n'y comprend rien, sauf si l'on sait que les tests de résilience étaient biaisés par des provisions bien insuffisantes pour palier la restructuration de la dette grecque, pire, un défaut. Or, de défaut, on ne parlait que de ça au G7 de Marseille, et de la liquidation de l'État grec mis sous tutelle. De ces nouveaux bons russes, la BCE de M. Trichet en a pris pour 45 milliards : Jürgen Stark, son chef économiste, vient de démissionner.

Le bon sens commande donc que les banques détentrices de bons GiPSI¹ se recapitalisent à hauteur des encours douteux dans des délais assez rapides si l'on estime, comme les acteurs de marché, que l'orage va éclater soudainement, ou plus longs, si l'on est optimiste comme un dirigeant politique. Christine Lagarde est passée d'une condition à l'autre et a changé d'opinion, avec un creux à l'estomac car ses experts, rentrés d'Athènes, ont la conviction que la Grèce ne peut pas faire face. L'État grec, à la merci de ses fonctionnaires, rechigne à faire de l'argent par les privatisations (50 milliards attendus) puisque ce serait autant de niches,



En traversant l'Atlantique, Christine Lagarde a révisé son jugement sur la santé des banques.

postes, fromages et prébendes qui disparaîtraient ; et la nation helène rechigne à contribuer au redressement des comptes publics en cessant de frauder le Fisc car ce serait germaniser sa culture inimitable. Le PIB recule, les déficits croissent, la dette enfle, la phlébite ! Les marchés paniquaient déjà la semaine dernière en rehaussant les taux des obligations grecques à moins d'un an jusqu'à 72 %, et à 47 % pour celles à deux ans ! Les latins malades n'en sont qu'à 15%.

Avant de continuer il faut comprendre la notion d'"événement de crédit" : c'est une dégradation des termes d'exécution d'une obligation entraînant automatiquement celle du niveau de confiance. Le rééchelonnement des obligations grecques, accepté finalement par Angela Merkel, participe de ces événements. L'agence internationale de garanties MiGA² et les banques ayant

vendu des polices assurant les obligations nationales contre le risque souverain (CDS) craignent d'être appelées en garantie par l'"événement", avant même la déclaration de défaut. Les plus chargées en CDS vont plonger car elles n'ont pas le *cash* pour tout payer. Inutile d'expliquer que tous ceux qui détiennent beaucoup d'obligations grecques, garanties ou pas, vont également plonger.

Blocage des liquidités

Le mauvais scénario prend forme puisque, faute de confiance en leurs consœurs, les banques européennes parquent de plus en plus de liquidités au jour le jour chez la Banque centrale européenne qui les rémunère à 0,75 %, liquidités qu'elles commencent à retirer du marché. L'huile du moteur épaissit dangereusement, même si avec 170 milliards garés ces jours-ci, on reste en-dessous

des 400 milliards gelés à Francfort en 2008 après la faillite de Lehman Brothers. L'implication sur les clients est directe. Les entreprises verront s'assécher leurs découverts. Elles devront à leur tour raccourcir ou cesser le crédit client et n'accepter de commandes que payées comptant, si l'on trouve du liquide ! Les investissements seront refusés par les banques. Les retraits des particuliers seront rationnés. Pendant ce temps, dans des hémicycles déconnectés du monde, il est des gens bizarres qui approuvent le surendettement de leur pays, déjà criblé de dettes, pour 15 milliards d'euros à « *prêter* » à l'Etat grec qui va disparaître ; et qui, au même moment, surtaxent la société française de 11 milliards pour entamer un reflux des déficits. Bien sûr, ce ne sont pas les mêmes postes comptables et l'emprunt grec de l'Agence France-Trésor (AFT), inscrit en trésorerie, n'aggraverait pas les comptes budgétaires, mais en fin d'exercice, dans le compte global "France", il n'y aura aucune contrepartie à ces 15 milliards donnés et perdus. Les agences noteront l'aggravation de nos finances : le AAA deviendra AA, voire BBB et le prix du refinancement de la dette courante sur les marchés s'accroîtra dans des proportions que l'État français ne pourra pas supporter.

Le poids de la dette

Le pouvoir noie le poisson dans la réelle complexité de la situation, mais au résultat, c'est assez simple. La dette gérée par l'AFT est de 1 320 milliards et sa durée de vie moyenne était de sept ans et trente-huit jours au 30 juin. Le taux moyen courant à sept ans est aujourd'hui de 3,25 %. Passer seulement à 4 % hausserait le montant des nouveaux intérêts de 23 %, et de 54 % si on passait à 5. Or pour le service de cette dette, nous levons 220 milliards cette année (dont 120 pour les coupons d'obligations). Rapporter ces valeurs au budget annuel de la Justice par exemple (7 milliards) mesure le danger. Devra-t-on confisquer l'épargne ? Mais non, nous emprunterons ! ■

Catoneo

- 1 - GiPSI (acronyme de tzigane) : Grèce, Irlande, Portugal, Spain-Espagne et Italie.
2 - MiGA appartient au Groupe Banque mondiale.

» MONDIALISATION

Après avoir remporté, début août, un contrat avec l'armée américaine, Sodexo rachète un concurrent implanté au Brésil, où il devient le numéro 1 de la restauration collective. PSA annonce, quant à lui, la construction d'une usine en Inde. Enfin, Aéroports de Paris fait partie des candidats préselectionnés pour acquérir les aéroports de Madrid et Barcelone, prochainement privatisés.

» JUSTICE

Démêlera-t-on les responsabilités dans les méandres de la finance mondiale ? Les États-Unis vont s'y essayer : dix-sept institutions (dont la Société générale) sont poursuivies outre-Atlantique pour des fraudes commises avant que survienne la crise des *sub-primes*. En Islande, un ancien Premier ministre est traduit en justice pour avoir contribué à l'effondrement du système bancaire.

» DÉLOCALISATION

Le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, encourage Pékin à délocaliser vers l'Afrique. « *Ce transfert permettrait à la Chine, dont le vieillissement de la population est inéluctable, de satisfaire ses besoins en main d'œuvre tout en encourageant ses entreprises à réaliser davantage d'activités à valeur ajoutée* », rapporte *La Tribune*. « *De son côté, le continent noir pourrait accélérer son développement.* » Reste à assurer « *l'approvisionnement en énergie, la formation professionnelle, la logistique mais aussi la stabilité politique* ».

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : François Marclhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, Marc Savina
Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Économie & Social : Guy C. Menusier
Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menusier
Monde : Philippe Maine, Pascal Nari
Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens
Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan
Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marclhac
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

BCE

L'euro mark sur la sellette ?

Une fois n'est pas coutume, la BCE s'éloigne des canons allemands de l'orthodoxie monétaire.

VENDREDI dernier, 9 septembre, l'Allemand Jürgen Stark a annoncé sa démission du directoire de la Banque centrale européenne. Officiellement pour « *raisons personnelles* ». Mais, plus vraisemblablement, en raison de ses di-

vergences avec la politique menée sous la houlette de Jean-Claude Trichet. Au printemps dernier, Axel Weber avait abandonné la présidence de la Bundesbank pour les mêmes raisons.

Outre le rachat de titres obligataires, une politique monétaire jugée trop accommodante serait en cause. Confrontée aux circonstances actuelles, la Buba aurait porté jusqu'à 5% son principal taux directeur, selon les calculs de Commerzbank. Relevé en avril, celui de la BCE atteint seulement 1,5 % « *Depuis 1999, ce serait la première fois que les taux de la BCE divergent aussi*

substantiellement de ceux du "modèle Bundesbank" », souligne *La Tribune*. Or, le président de la BCE n'a pas exclu de faciliter encore l'octroi de crédits si la détérioration de la conjoncture économique se confirmait. Quitte à laisser filer l'inflation au-delà des 2 % annuels quelques mois durant... Outre-Rhin, peut-être accusera-t-on Jean-Claude Trichet de faillir à sa mission, dans l'espoir d'alléger le fardeau des dettes publiques. De fait, si l'on s'en tient aux échos de la presse économique française, force est de constater la popularité croissante d'une telle perspective. ■ G.D.

Le temps de la révolte

La République ne nous décevra jamais. Nous sommes les premiers à le regretter, parce que c'est le pays lui-même qui en subit les plus graves conséquences. C'est d'autant plus vrai en ces périodes pré-électorales, où tous les coups sont permis, surtout s'il s'agit d'un concurrent direct. La République qui, aux côtés de la Liberté et de l'Égalité, a fait de la Fraternité un impératif catégorique, semble transformer tous ceux qui la servent en faux-frères : les luttes entre adversaires politiques n'y atteignent pas le caractère inexpiable des rivalités opposant les membres d'un même clan. Ce qui fait penser à une mafia, ce n'est pas tant un degré plus ou moins élevé de corruption que la pratique, c'est-à-dire la manière dont les responsables s'entre-déchirent pour acquérir ou conserver le pouvoir, n'hésitant devant aucun coup bas, dans l'ombre mais aussi, parce que l'Opinion est reine, quand c'est jugé nécessaire, en pleine lumière, devant des citoyens pourtant de plus en plus blasés. Un ministre de Giscard, vers la fin du siècle dernier, avait évoqué, s'agissant, déjà, de son propre clan, « *la République des copains et des coquins* »... Un pléonasme ? Malheureusement le régime semble avoir tué chez les Français jusqu'à la pensée de la révolte.

Une odeur de corruption

Le Parti socialiste peut donner des leçons de morale à la majorité, englué qu'il est dans plusieurs affaires, dont l'affaire Guérini n'est que la plus emblématique - un Guérini que tous les éléphants du parti, Montebourg excepté, ont, par intérêt à courte vue, soutenu jusqu'à la dernière minute. Qui croira à ces demandes d'explication, cette volonté de transparence, ces regrets que les affaires nuisent à l'image de la France dans le monde ? De Karachi à Taiwan, de Woerth-Bettencourt ou Woerth-Compiègne aux écoutes de journalistes, des emplois fictifs de la ville de Paris à la toute récente affaire Bourgi mettant en cause les relations africaines des plus hautes instances de l'État - et nous en oublions -, c'est une odeur de corruption généralisée qui s'exhale d'une Marianne qui confirme chaque jour davantage un rapport intime, d'aucuns diraient constitutif avec l'Or (surtout s'il est malhonnêtement acquis), cet Or dont Maurras, dans *L'Avenir de l'Intelligence*, opposait, en République, le règne à celui du Sang.

« *Jamais au spectateur n'offrez rien d'incroyable / Le vrai peut quelquefois n'être pas vraisemblable* », écrit Boileau dans *L'Art poétique*. Le problème est qu'en république toute affaire de corruption ou de passe-droit, vraie ou fausse, est vraisemblable. Un comble, pour un régime qui a

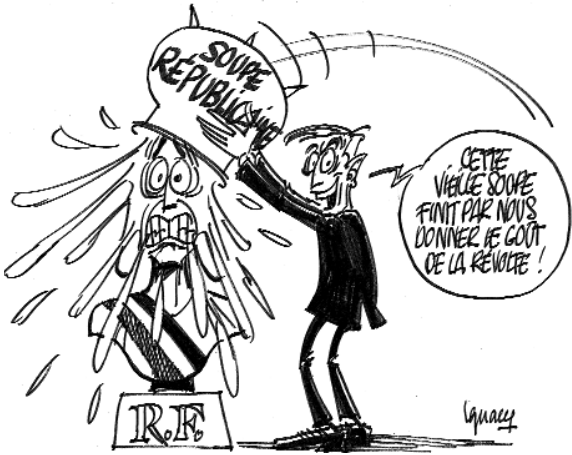
fait de la vertu sa pierre d'angle, que paraître avoir, pour terreau naturel, un compost d'affaires nauséabondes, où se putréfient intérêts privés et ambitions sordides ! Nous ne dirons pas « *Tous pourris !* », parce que c'est faux, mais un régime qui a pour ressort l'argent et institutionnalise le conflit d'intérêts court tous les risques... en les faisant assumer par la nation.

La France moisie à l'agonie

Car Marianne n'affiche cette vertu, comme les pharisiens la charité, que pour mieux s'en décharger sur le dos des simples citoyens. Jamais en effet l'exigence de vertu patriotique ne pesa plus sur les Français, transformés en braves Troglodytes, que sous la République : des citoyens qui, en échange du pouvoir illusoire procuré par le bulletin de vote, ont été privés de toutes leurs libertés concrètes et de leurs racines véritables, devenus des individus interchangeables en proie à des communautarismes artificiels ; sans compter les millions de "morts pour la France" dans des guerres mal préparées, mal engagées, mal gagnées, qui ont laissé un goût amer aux générations suivantes entretenues, par des élites cosmopolites, dans la méfiance de la nation et dans l'illusion de la panacée européenne, cheval de Troie du mondialisme ; sans omettre non plus un système social en pleine déliquescence, dans lequel le travailleur, et plus souvent encore le chômeur, doit de nouveau apprendre à "patienter" - la patience : une autre vertu républicaine -, au risque d'être coupé de toute vie sociale et de transmettre à ses enfants l'image dévalorisante d'une assistance indéfinie - misère morale peut-être plus profonde encore que la misère matérielle.

Quant à la France, la voici affaiblie par une lente décomposition de son être même, atteinte dans sa dignité morale, son socle historique et ses traditions les plus essentielles, les familles menacées dans leurs soubassements par une droite et une gauche également "sociétales", le peuple soumis à une entreprise de dépossession de soi et de substitution, organisée au-dehors de ses frontières mais relayée, à Paris, par des "décideurs" qui mettent un point d'honneur à ne plus rien décider. Oui, la France, cette France « *moisie* », méprisée de ses fausses élites, semble entrée en agonie.

Le plus affligeant est qu'en 2012 les candidats aux élections présidentielle, puis législatives, brigueront des Français le droit de continuer à se passer d'eux, puisqu'ils se conçoivent, presque tous, comme les fondés de pouvoir de ces instances supranationales, administratives et financières, qui



dirigent désormais le pays. Rome envahie par les barbares conserva un temps consuls et sénat : mais ils avaient perdu tout pouvoir effectif, ornements ridicules d'un temps révolu devenus les truchements de maîtres étrangers. En 2012 un peuple esclavé sera sommé de se choisir un nouveau maître : il a déjà l'assurance que celui-ci ne l'affranchira pas, du moins s'il le choisit, comme à son habitude, parmi les candidats "officiels", l'exécutif étant devenu lui-même exécutant. Quant aux représentants, leur fonction ne consiste-t-elle pas désormais à transcrire les oukases bruxellois en droit... local ? Tel est le navrant destin de ce grand projet de dialogue entre un homme et le peuple que de Gaulle avait conçu en 1962, pour faire pièce aux partis : impossible dialogue, projet nécessairement avorté dans un régime resté soumis à l'oligarchie, avec cette donne nouvelle, par rapport à 1962 : c'est l'Europe qui désormais gouverne, avec la complicité d'un "pays légal" dénatonalisé... qui n'a plus dès lors de "pays" que le vernis, surtout le temps des élections, où un certain patriotisme, de façade, resurgit. Hommage du vice à la vertu : c'est bien l'attachement à la patrie qui est le socle véritable de toute vie politique, preuve qu'"ils" n'ont pas encore totalement réussi à déraciner le pays réel. Preuve aussi que le désespoir, en politique, est une sottise absolue.

Car Renan se trompait : il faut troubler l'agonie des peuples - agonie, du reste, signifie combat -, d'autant que l'actualité, notamment avec l'euro, donnera peut-être de nouveau aux Français le goût de la révolte. Nous y invitons tous ceux qui partagent, sinon nos conclusions, du moins notre analyse, car il est temps, plus que temps. □

François Marcilhac

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Le nerf de la guerre

NUMÉRO après numéro, nous continuons à nous efforcer d'améliorer notre journal, par la variété des rubriques et des sujets traités, tant en politique française qu'en politique étrangère. Nos lecteurs nous écrivent leur satisfaction et nous encouragent à poursuivre. Mais

comme chaque automne, les finances restent hélas notre point faible. Pour nous permettre de continuer, il faut que chacun de vous se sente concerné et nous aide en participant à la souscription et en

nous envoyant les noms de personnes susceptibles de s'abonner. Plus que jamais, nous devons recruter de nouveaux lecteurs. Nous comptons sur vous.

Marielle Pujo

Liste n° 12

Virements réguliers : Marie-Christiane Leclercq-Bourin, 28 ; Charles Horrent, 50, « *pour préserver l'héritage en attendant le roi* » ; William Gauvain, 50 ; Jean Augias, 25 ; Sylvain Lagrange, 20 ; anonyme, 50 ; D^r Serge Santerre, 200 ; Jackie David, 100.

Total de cette liste 523,00 €
Listes précédentes 6 377, 96 €

Total 6 900,96 €

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

■ AFFAIRES

Le système D(émocratique)

Alors que son prédécesseur n'assistera pas à son procès, le président de la République semble rattrapé par les affaires. Mais les politiciens sont habitués à rebondir, et même à se faire réélire, en dépit des condamnations.

La démocratie est bien plus qu'un régime. Elle est une coterie où les membres se cooptent, se perpétuent et se protègent selon un schéma de type endogamique, en vue de se maintenir au pouvoir (quel qu'il soit par ailleurs, politique, financier, économique, littéraire, médiatique, etc.), y durer et y perdurer, sans autre préoccupation que la satisfaction et la protection de leurs intérêts personnels ou de ceux de leurs proches et alliés. Entre oligarchie, ploutocratie et affairisme, comme le vérifie encore l'affaire Bourgi, la dernière en date, la république érige la démocratie en système D.

D comme démagogie

À quelques mois de la singerie de la présidentielle, nos boniments candidats exposent déjà leur quinquillerie de promesses de lendemains qui chantent. DSK, fraîchement rentré au bercail, plastronne et tente de se faire à nouveau désirer par les Français, tandis que Chirac, sous l'improbable et l'inespéré prétexte d'une non moins obscure anosognosie, essaye, au contraire, d'attendrir ses derniers admirateurs pour échapper à sa responsabilité pénale. Bref, comme dit la chanson, « rien n'a changé, tout va continuer ». Souvenons-nous d'Emmanuel, de Fabius, de Juppé, de Longuet, autant d'étoiles montantes au firmament de leur carrière politique, dont la chute judiciaire ne les a nullement empêchés de remonter sur les planches de cette pourritique qu'ils adulent. La main sur le cœur, ils viennent régulièrement quémander auprès des électeurs qui, tels des cocus amnésiques, s'y laissent prendre à chaque fois, en jurant, pour les premiers, qu'ils ont toujours été politiquement et moralement irréprochables, pour les seconds, qu'on ne les y reprendra plus à voter pour eux... jusqu'à la prochaine fois. Ce cloaque pestilentiel où grouille la funeste vermine du centre et de l'UMPS mériterait, pourtant, une sévère épuration. À gôche, les candidats aux primaires socialistes, avant même que d'être élus à la fonction suprême, sont déjà coupables de forfaitures et de haute trahison, tant leurs recettes miracles, sous prétexte de résorber nos déficits abyssaux, laissent présager un scénario à la grecque. L'aveuglement idéologique dont font preuve ces apprentis sorciers à l'insupportable logomachie moralisatrice, d'abord soucieux de gagner un maroquin ou un mandat rémunérateur, les rend manifestement inaptes à diriger le pays et donc irresponsables et dangereux. À "droite", ce n'est guère mieux. Naviguant à courte vue, le navire élyséen,



« Ce cloaque pestilentiel où grouille la vermine du centre et de l'UMPS mériterait une sévère épuration. »

flanqué de sa goélette gouvernementale, adapte, inconséquent, ses décisions en fonction du thermomètre électoraliste. L'énième plan de rigueur imposé aux Français n'est, en réalité, qu'un tapis rouge hérissé de clous pour les socialistes qui seront aux manettes en mai prochain.

D comme délictueux

Car il n'est pas invraisemblable que Sarkozy ne se représente pas. Hormis chez quelques irréductibles inconditionnels, son passage à la tête du gouvernement français aura laissé un souvenir amer. De plus, celui qui se présentait, naguère, comme le président de la « vérité » et de la « probité » voit son avenir fâcheusement entaché par l'impossible "affaire Bettencourt". C'est ainsi que, plus que jamais, l'accusation de financement illégal de sa campagne électorale de 2007 lui colle au costard comme une seconde peau (rappelons, d'après des témoignages aussi concordants que persistants, qu'il se serait fait remettre directement des valises ou enveloppes de billets, ce, à plusieurs reprises). Formé, en son temps, par Pasqua (qu'il paiera d'une insolente ingratitude en lui ravissant la mairie de Neuilly) à la *combinazione* du système chiraquien, cet avocat d'affaire aura su goûter aux voluptueux délices de l'affairisme politique. De ce point de vue, Sarkozy est bien le fils spirituel de Chirac, le différend relationnel les opposant ne suffisant pas à les différencier foncièrement quant à l'esprit et à la méthode. Si Chirac a magistralement organisé (notamment avec la complicité active de Ro-

land Dumas, alors président du Conseil constitutionnel) son immunité durant ses deux mandats successifs, Sarkozy l'orchestre tout aussi magnifiquement, louvoyant entre Clearstream et Bettencourt. Le point commun entre les affaires d'emplois fictifs de l'un et celles, proprement financières, de l'autre, réside dans la tactique du fusible. Juppé pour Chirac, Woerth (et, dans une certaine mesure, Villepin) pour Sarkozy. Tandis que la mascarade de procès du premier est en train, comme ce dernier l'avait d'ailleurs élégamment pronostiqué, de faire "pschitt", le second a des chances d'échapper demain à des poursuites qui, si elles devaient être diligentées, connaîtront probablement le même sort.

La justice affaiblie

Certes, l'autorité et le prestige de la justice s'en trouveront encore affaiblis. Mais les juges eux-mêmes auront contribué à cette décrépitude d'une institution judiciaire que beaucoup d'entre eux ont enrôlée de force dans de vaines croisades idéologiques, au risque de provoquer un véritable coup d'État des juges, selon le titre d'un ouvrage connu du journaliste Éric Zemmour. Apparue après mai 68, cette tendance à l'expansionnisme de la politique dans tous les domaines n'a, évidemment, guère épargné la justice. Mais ainsi va le système qui tout en pourrissant sur pied, se régénère nonobstant grâce à la crédulité ou à la lasse indifférence de nos compatriotes. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

COLLECTIVITÉS

Une gestion en faillite

Quand l'envolée du franc suisse ruine les communes et les départements.



La bonne et saine gestion des collectivités territoriales, tant vantée par nos élus, surtout ceux de la gôche moralisatrice, n'empêchera pas ces dernières d'être probablement mises sous tutelle. L'agence Novopress (6 septembre) nous apprend ainsi que « la crise est en train de jouer un mauvais tour à de nombreuses municipalités françaises. Environ une centaine de communes et pas des moindres (Saint-Étienne, Saint-Tropez, mais aussi des villes de Seine-Saint-Denis) seraient au bord de la faillite. Une situation dramatique qui tire son origine des emprunts souscrits sous la forme de produits financiers indexés sur le franc suisse. » C'est à se demander si, à l'instar des procédures collectives applicables aux sociétés commerciales, il ne serait pas de bon aloi de frapper nos édiles et autres baronnets locaux d'une interdiction (temporaire ou définitive, selon l'ampleur des dégâts) de gérer. □ A.L.

Les emprunts indexés sur les devises ont été souscrits par les collectivités locales dans les années 2007-2008. C'était une autre époque, où l'euro était réputé inattaquable... Étant donné l'évolution des parités monétaires, les taux d'intérêt ont flambé. Dans le cas d'Argenteuil,

alors qu'ils s'établissaient à l'origine à 2 ou 3 %, ils s'élèvent désormais à 15 ou 16 %. En conséquence, « pour 40 millions d'emprunt, nous devrions payer près de 33 millions de surcoût », souligne Joël Fournié, le directeur général des services de la ville, cité par Les Échos. « Si elle voulait rembourser la totalité de ses emprunts, la ville devrait s'acquitter d'une pénalité de 92 millions d'euros », expliquent nos confrères. « Ce dont elle est totalement incapable vu son manque de ressources financières. » Des discussions ont été ouvertes avec Dexia dans l'espoir d'alléger ce fardeau. Qu'en est-il ailleurs ? « Les emprunts structurés indexés sur [les] taux de change entre devises représenteraient 3 % de la dette publique locale (143 milliards en 2010) », rapportent encore Les Échos. Mais ils affecteraient au moins 20 % des collectivités, à des degrés certes divers. Jusqu'à maintenant, la plupart des élus sont restés discrets. « Les échéances de remboursement tombent au dernier trimestre », prévient Christian Escallier, directeur du cabinet Michel Klopfer. Aussi les difficultés devraient-elles apparaître prochainement au grand jour. □ G.D.

CEMA

Espérer avec réalisme

INTERVENANT lors de l'université du Medef, l'amiral Guillaud, chef d'état-major des armées (CEMA) a reconnu la tentation de « désespérer de nos sociétés occidentales, vieillissantes, hédonistes, et individualistes cramponnés à leurs droits et à leurs acquis quand partout "l'insécurité humaine" appelle des solutions nouvelles ». Dans ce contexte, trois attitudes lui semblent envisageables. « La première est celle de l'angélique béat » qui « défend le soft power pacifique avec l'idée que la guerre est anachronique, que le commerce entre les hommes annule ses instincts belliqueux ». La deuxième est celle « du défaitiste hypocondriaque », et la troisième celle « du réaliste espérant » ou de « l'optimiste de volonté ». Ce dernier « reconnaît que l'adversité est au cœur de l'histoire. [...] C'est son côté fataliste ou plutôt lucide voire cynique. Il constate les maux du siècle à la lumière de l'histoire. C'est son côté réaliste. Il comprend que l'équilibre statique est un effondrement et qu'il doit



rechercher des équilibres dynamiques. C'est son côté pragmatique. Il relativise : il relativise parce qu'il voit la bouteille à moitié pleine et les trains qui arrivent à l'heure. C'est son côté optimiste. Enfin, il se met au travail : c'est son carburant pour réespérer ! » Mais pour « réespérer », il convient, selon l'amiral Guillaud, de « s'inscrire dans le temps long », et non dans celui « de l'émotion, de la sensation ou de la compassion ». Cela requiert, en outre, « le sens du bien commun », qui « n'est pas la somme des intérêts particuliers ». Cela suppose, enfin, des « forces morales », tels « le goût de l'effort, le dépassement de soi, l'esprit de sacrifice, l'abnégation, la loyauté ». Qui d'autre pourrait tenir un tel discours, parmi les élites de la République ? □ G.D.

❑ RÉFORME

La justice à l'encan

Le détricotage de la carte judiciaire, qui s'est poursuivi cette année, bouleverse et complique la vie des justiciables. Et aujourd'hui, les tribunaux sont à vendre !



La réforme de la carte judiciaire inspire toujours la défiance des magistrats.

Après les casernes : les tribunaux. Depuis le début de l'année, des dizaines de bâtiments de juridictions (tribunaux d'instance, de grande instance, conseils de prud'hommes, greffes...), abandonnés par l'État, sont mis en vente par les collectivités locales, *via* des petites annonces : Bar-sur-Seine, 200 000 euros pour un élégant bâtiment, 600 000 euros pour le tribunal de Forbach datant de la première annexion allemande... Avalon, Lannion, Château-Salins, Hayange, Barbézieux : le précieux parc immobilier de la justice est à l'encan. Voilà la dernière conséquence visible du détricotage de la carte judiciaire - improprement appelée "réforme" - à mettre au débit du ministère de la Justice qui conduit depuis 2007 ce funeste repli. Depuis, ce sont plus de quatre cents juridictions qui ont été supprimées, dont deux cents tribunaux d'instance en 2010 et vingt et un tribunaux de grande instance depuis janvier dernier. Le projet voulu par Nicolas Sarkozy - qui supporte mal le "pouvoir des juges" -, mis en musique par Rachida Dati, l'éphémère et brouillon garde des Sceaux, a comme résultat d'éloigner un peu plus la justice des Français. Outre le fait que ce mauvais coup a été orchestré sans aucune concertation avec les collectivités concernées (très souvent des villes moyennes ou petites ou des départements ruraux), ni avec les représentants des professions judiciaires et ju-

ridiques, il a engendré des déséquilibres profonds sur tout notre territoire. Au lieu de renforcer la justice là où de nouveaux besoins sont criants (dans les grandes agglomérations, les départements de la banlieue parisienne), cette "réforme" s'est traduite essentiellement par des suppressions massives de postes, objectif non avoué du gouvernement.

Des zones désertées

Cette refonte de la carte judiciaire - qui était héritière d'une organisation administrative vieille de plusieurs siècles - a créé des déserts, de larges zones géographiques sans tribunaux, contraignant les justiciables à parcourir un grand nombre de kilomètres pour assister aux audiences ou déposer des documents et dissua-

dant plus d'un d'introduire une procédure. Selon des magistrats, ce bouleversement aurait entraîné « *une baisse artificielle du contentieux, des justiciables renonçant à faire valoir leurs droits* ». Pour justifier ces coupes claires, la ministre de l'époque avait affirmé que les avancées technologiques (numérisation des dossiers, transmission des pièces par courriel...) allaient permettre de compenser cette disparition physique de tribunaux. Las ! Les moyens qui devaient être alloués pour accompagner la réforme (900 millions d'euros, ce qui était déjà peu) ont rétréci comme peau de chagrin : 80 millions en 2009, 77 millions en 2010 et 50 millions seulement cette année. La réduction des effectifs, elle, a été au rendez-vous : de Charleville à Carcassonne en passant par Be-

sançon, Chambéry, Poitiers ou Béziers... partout ce sont les mêmes difficultés que rencontrent magistrats et fonctionnaires de justice pour faire leur travail. Et ce ne sont pas les "promesses verbales" du ministère, après la grogne du monde judiciaire de l'hiver dernier, qui permettront d'entrevoir un changement positif. Car, à défaut d'une justice "égale" pour tous, ce qui ne signifie rien de concret, les usagers des tribunaux attendent surtout une justice rapide, efficace, attentive, moins bureaucratique et moins onéreuse. Or, faute de moyens, les délais s'allongent ; de nouvelles taxes sur l'ouverture des procédures viennent d'être adoptées en catimini ; la multiplication des nouvelles règles en matière pénale et civile rend la justice encore plus complexe - la faute en incombe aux législateurs, qui réagit après chaque fait-divers ou "fait de société" avant même d'évaluer les dispositifs existants. Quant à l'efficacité et aux capacités d'écoute, elles reculent, elles aussi, faute de personnels compétents suffisamment formés.

Politique de court terme

Ces nouvelles atteintes à l'une des missions régaliennes de l'État interviennent dans un contexte de malaise général du monde judiciaire : outre l'absence de considération, voire l'hostilité manifeste du clan gouvernemental, les magistrats doivent travailler dans des conditions souvent épouvantables, en province comme au cœur de la Capitale : des salles d'audience en sous-sol, des bureaux dans les sous-pentes, des locaux d'accueil pour les victimes inadaptés, des justiciables au bord de la crise de nerf forcés d'attendre debout dans les escaliers et les couloirs des palais, des rôles surchargés qui conduisent à des journées à rallonge, des déménagements incessants... En résumé, la "justice de proximité" - slogan électoral - est loin d'être réalisée. Pire, ce qui devrait être l'un des piliers d'un État moderne et respecté, s'effrite. Cet abandon puis ces ventes d'immeubles qui abritaient les tribunaux avec leurs boiseries, leurs péristyles et leurs colonnades, dont certains avaient été bâtis au XVIII^e siècle en pierres de taille, sont le symptôme d'un régime malade qui se sépare des biens communs pour mener une triste politique à court terme. ■

François Vivarais

» MARINE

L'amiral Forissier, chef d'état-major de la Marine, a quitté ses fonctions le 12 septembre. Sans doute n'était-il pas un homme de communication. « *Sur ce plan, il a accumulé les maladresses* », relève notre confrère Jean-Dominique Merchet. Par ailleurs, il a vécu « *douloureusement la nouvelle répartition des compétences au sein de la haute hiérarchie militaire qui prive les chefs d'état-major d'armées de toute responsabilité opérationnelle*. [...] Mais, si l'on doit juger ce CEMM sur son bilan [...] force est de reconnaître qu'il a fait du bon travail. » Il laisse à son successeur, l'amiral Rogel, « *une marine "pêchue"* », qui s'est illustrée magistralement en Libye.

» MARTIGUES

À l'approche des Journées du Patrimoine, *La Provence* s'est entretenue avec René Cornet, un historien amateur vivant à Martigues. Pour le musée Ziem, qui a en charge la maison de Charles Maurras, il a entrepris des recherches afin de reconstituer les origines de la bastide et de son domaine. « *Tout sera dévoilé samedi* », a-t-il annoncé à nos confrères, « *mais je peux déjà dire que la bastide du chemin de Paradis a été construite en 1664-1665, contemporaine de l'église Saint-Genest, à Jonquières* ». Interrogé sur le « *malaise* » que susciterait l'évocation de Maurras parmi les élus locaux, M. Cornet s'est refusé à se prononcer sur ses idées. Il n'en juge pas moins « *admirables* » ses qualités d'écrivain. « *Je l'admire en tant que tel* », a-t-il déclaré. À Martigues, les Journées du patrimoine s'étaleront du vendredi 16 au jeudi 22 septembre.

» PATRIMOINE

La justice se penche sur le patrimoine de la famille de France. D'ici la mi-octobre, elle devrait se prononcer sur l'héritage controversé de feu M^{re} le comte de Paris, *de jure* Henri VI. À cette occasion, « *des pièces historiques pourraient refaire surface* », annonce *Le Figaro*.

» ERRATUM

Une erreur de composition s'est glissée en page 16 de notre précédent numéro. En conclusion de l'entretien qu'il nous a accordé, Mgr le comte de Paris, duc de France, citait évidemment Machiavel, selon lequel « *il n'est rien de plus difficile de prendre en main, de plus périlleux à diriger, de plus aléatoire, que de s'engager dans la mise en place d'un nouvel ordre de choses* ». Nos lecteurs auront corrigé d'eux-mêmes.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone.
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
☐ France80 €
☐ Étranger140 €
Abonnement ordinaire
☐ Un an125 €
☐ Six mois70 €
Abonnement de soutien
☐ Un an150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
☐ Un an70 €
Outre-mer (un an)
☐ DOM135 €
☐ TOM165 €
Étranger (un an)
☐ Europe165 €
☐ Autres pays178 €

❑ MATÉRIALISME

Vers une post-humanité

Déclin de l'autorité, perte des traditions, sport de masse, multiplication des OGM, développement de prothèses en tout genre... seraient autant de bornes sur le chemin vers la post-humanité.



« Oscar Pistorius incarne parfaitement cette humanité qui se transforme, s'améliore, se mécanise. »

La formule latine dont Auguste Comte pensait qu'elle était au fondement de notre modernité, « *reductio ad unum* », est d'une actualité criante. Réduire tout à l'un : il ne s'agit plus seulement de produire une uniformité au sein des institutions, des lois et des hommes ; c'est réduire toute chose à l'homme, réaliser le projet cartésien d'un homme « *maître et possesseur de la nature* », faire du désenchantement du monde le terreau d'une humanité toute puissante en passe de s'autodétruire.

Dominer la nature

Tel est l'aboutissement de l'histoire moderne. La querelle des Anciens et des Modernes peut être le symptôme de mutations majeures : disparition du principe d'autorité, perte des repères, individualisation de l'homme. La révolution scientifique et les Lumières vont parachever cette évolution. Dès lors, le « *sapere aude* » kantien met l'homme au centre des préoccupations, et la rationalité du XVIII^e siècle fait fi du religieux et de la tradition pour mettre en évidence la capacité de l'homme à organiser le monde par lui-même. La vertu, pour les Grecs, consistait à trouver sa place au sein du *cosmos*. La modernité scientifique rompt avec toute idée d'ordre cosmique et la vertu consiste alors en l'invention d'un ordre nouveau. L'homme invente et réinvente la nature, la plie sous son joug et fait de lui-même la source de toute morale. Ulysse refusait l'immortalité et la jeunesse

éternelle promises par la déesse Calypso pour préférer retourner auprès des siens ; l'homme moderne, quant à lui, se met en quête de cette immortalité et tourne le dos à la nature. Cee mouvement vers le post-humain, dont parle Michel Houellebecq dans *Les Particules élémentaires*, s'inscrit dans une société où le sport est devenu paradigmatique. Un sport de masse, spectaculaire, ayant comme seule règle l'impératif de performance. « *Le monde moderne met en œuvre et en scène l'aspiration inextinguible du dépassement de soi* », disait Alain Finkielkraut dans *Nous autres, modernes*. Plus d'équilibre, d'harmonie, de justesse : l'effroyable marche vers le démesuré. Oscar Pistorius, premier athlète handi-sport médaillé dans un championnat du monde pour les valides, surnommé "The Blade Runner", incarne parfaitement cette humanité qui se transforme, s'améliore, se mécanise, dans l'espoir de vivre sans la crainte des déterminismes naturels.

Aux sources de l'ubris

Cet effort vers l'*ubris* tient au matérialisme. Dans ce système de pensée où toute substance est de nature matérielle, l'homme devient lui-même un objet, un corps sur lequel nous pouvons agir à volonté. Les progrès de la génétique permettent maintenant de modifier les êtres vivants et de plier la nature à nos besoins : les OGM sont le premier acte d'une dérive dangereuse qui tend à s'étendre

à l'homme lui-même. C'est là ce qui fait toute l'horreur du matérialisme moderne : « *L'essence du matérialisme*, disait Heidegger, *ne consiste pas dans l'affirmation que tout n'est que matière, mais bien plutôt dans une détermination métaphysique selon laquelle tout apparaît comme le matériau d'un travail.* » Dans *Voyage au bout de la nuit*, Céline nous montre un Ferdinand Bardamu en proie avec le capitalisme de son époque, découvrant ces usines dans lesquelles des hommes travaillent sans relâche : « *on en devenait machine soi-même* » dit le personnage. Quelques décennies plus tard, une artiste plasticienne comme Orlan fait volontairement de son propre corps un terrain d'expérimentations, le modifiant à volonté pour obéir à un impératif de performance artistique. C'est à ce même impératif matérialiste qu'obéit la théorie du genre : n'y a-t-il pas là une manière de considérer les hommes comme auteurs de leur propre identité, de leur propre sexualité ? Il s'agit de s'extraire de tous les déterminismes naturels, biologiques ou génétiques qui nous gouvernent, pour acquérir une autonomie parfaite.

Retrouver la mesure

Seulement, c'est oublier que si l'homme n'est pas guidé par la seule nature, s'il est un être social et culturel, il n'en est pas moins inscrit dans un monde qui l'a façonné et le façonne, dans lequel il ne saurait vivre qu'en harmonie et avec équilibre. La mesure, c'était là ce que nous enseignaient les Grecs. Car de l'avènement d'une humanité autonome et toute puissante ne peut surgir qu'un individu déshumanisé et autodestructeur. L'humanisme arrogant du matérialisme contemporain n'est qu'un masque cachant un antihumanisme qui détruit peu à peu ce que nous avons de fondamentalement humain. À une époque où nous parlons de plus en plus de l'impossibilité de continuer à vivre comme nous le faisons, aussi bien dans notre rapport à l'économie, à la consommation, à la science, aux technologies qu'à la nature, l'impératif d'équilibre et de mesure devrait être le mot d'ordre du XXI^e siècle. ■

Dimitri Julien

✓ « *Le danger le plus grave ne vient pas de l'extérieur, mais du développement des créations de l'intelligence elle-même, et de son incapacité apparente à gérer ses propres inventions. C'est le mythe de l'apprenti sorcier, mais cette fois privé, contrairement à la situation de ce conte, du maître sorcier qui vient à son secours.* » (Hubert Reeves, *France Culture*, 20 novembre 2004).

Au fil de la presse



Où l'on se demande pourquoi nos concitoyens s'évertuent à continuer de se rendre aux urnes (fût-ce pour déposer un bulletin blanc ou nul), alors qu'il est avéré que depuis plus de trente ans, droite et gauche ont fini par précipiter la France au bord de la faillite morale, politique et financière.

❑ À l'approche des discussions budgétaires, il y a lieu de craindre que les mesurette et rustines soient sans effet sur la crise financière à venir. C'est la prédiction de l'économiste libéral américain Nouriel Roubini, qui estime que « *l'actuel ralentissement de l'économie mondiale accélère le risque d'une nouvelle crise financière* » rendant probable à 60 % le fait que « *les économies avancées sombre dans la récession* » (*Le Figaro Économie*, 7 septembre). Les remèdes suggérés par l'éminent professeur (renforcement du fédéralisme européen, constitution de bas-de-laine en dollars *cash*) montrent, s'il en était besoin, combien la croyance dans le dogme de l'ultra-libéralisme rend autiste à la réalité.

❑ Cette cécité idéologique se rencontre également dans le domaine de la sécurité. C'est ainsi que nombreux sont ceux, surtout à gauche, qui s'obstinent à expliquer l'explosion de la criminalité par l'augmentation de la pauvreté et de l'exclusion sociale. *Le Salon beige* (7 septembre) a opportunément exhumé un article de Heather MacDonald paru dans le *Wall Street Journal* du 4 janvier 2010, pointant l'inanité d'une thèse, talentueusement pourfendue, chez nous, par le criminologue, Xavier Rauffer. Le journaliste de rappeler que « *dans les années 1990 à New York, la criminalité n'a pas diminué parce que l'économie s'est améliorée, mais c'est plutôt l'économie de la ville qui a repris parce que la criminalité a diminué de moitié* ». On se souvient, en effet, de la politique de la « *vitre cassée* » initiée par le maire de l'époque, Rudolph Giuliani, en vertu de laquelle l'acte de délinquance le plus véniel devait être sanctionné sans état d'âme, ni remise de peine.

❑ Il est vrai que seul le volontarisme servi par un courage inoxydable de nos politiques pourrait sensiblement inverser les mauvais courants. Et l'on est surpris de lire dans *Minute* (7 septembre) des déclarations pour le moins iconoclastes du député-maire d'Évry, candidat aux primaires socialistes, Manuel Valls. Tout en dénonçant « *la gauche compassionnelle : celle qui geint et qui pleurniche en permanence* », il accuse de « *laxisme* » le gouvernement Fillon en matière d'immigration. Ainsi, selon notre confrère, « *dans un entretien à la Voix du Nord, Manuel Valls dénonce les ambiguïtés de l'UMP : "à la remorque de l'ex-*

trême droite dans ses discours, a-t-il affirmé, la droite régulatrice, dans les faits de manière massive et aléatoire » ». Il poursuit, posant en creux la cruciale question des conséquences pour les peuples de souche européenne : « *Avec le déséquilibre Nord-Sud, la pression migratoire va atteindre des proportions inégalées dans les prochaines années.* »

❑ Que d'euphémisme et de litote polie pour dire que le visage de la France et de l'Europe, d'ici à 2050 sera déjà profondément (et certainement irréversiblement) altéré. Il suffit de se rendre à Creil, commune de l'Oise, au nord de Paris, pour se rendre compte que nous subissons, qui plus est, dans le silence médiatique le plus assourdissant et avec la non moins secrète et veule complicité de nos élus locaux, dhimmis volontaires, une islamisation rampante et conquérante. Une école (madrassa) doit y ouvrir prochainement ses portes et, en plus du programme officiel, y enseignera l'arabe dès le CP. « *Beaucoup de familles souhaitent que leurs enfants maîtrisent l'arabe et apprennent également ce que représente l'islam explique un membre de la communauté.* » (*Le Parisien*, 7 septembre).

❑ Pendant ce temps-là, nos petits Français sont littéralement sacrifiés par une Éducation nationale idéologisée à mort par les « *quelques gourous* » qui la gèrent (selon le mot du maire François Lebel dans *Paris 8^e*, mensuel d'informations municipales de cet arrondissement). On se reportera avec profit au dernier numéro du *Spectacle du monde* (septembre 2011) qui dresse le sombre portrait de quarante ans de faillite du système éducatif français. Le redressement n'est assurément pas pour demain si l'on en croit Luc Chatel (*Le Salon beige*, 9 septembre) qui, par courrier de son chef de cabinet en date du 25 août dernier, fait répondre aux contempteurs de l'idéologie du "genre" (en vertu de laquelle, le sexe est moins affaire de nature que de culture) que « *concernant les manuels scolaires, il faut distinguer soigneusement les programmes d'enseignement, qui ont une valeur réglementaire et officielle, des manuels scolaires dont les contenus relèvent de la seule responsabilité des éditeurs* ». Sic ! Incompétence, stupidité, tartufferie ou un peu tout à la fois ?

Aristide Leucate

❑ CRISE DE LA DETTE

Brèches à foison dans l'UE

Le navire européen prend l'eau de toutes parts. En dépit du zèle manifesté par le Parlement français, la mise en œuvre du "plan de sauvetage" de la Grèce, arrêté en juillet dernier, n'est pas assurée.

Un timide soulagement s'est emparé des capitales européennes dans la matinée du 7 septembre. Ce jour-là, le tribunal constitutionnel allemand a validé (entre autres) la création du Fonds européen de stabilité financière (FESF) - le principal instrument dont se sont dotés les États européens pour combattre la crise des dettes souveraines. « *Andreas Vobkuhle, le président de la cour de Karlsruhe [...] a toutefois insisté sur la nécessité pour le Bundestag d'exercer l'entière responsabilité de ses compétences budgétaires, et de ne jamais y renoncer* », rapportent *Les Échos*. « *Il a précisé que le gouvernement doit solliciter l'approbation de la commission budgétaire du Bundestag pour toute nouvelle aide.* »

Calendes grecques

Cette inclination à protéger les prérogatives d'un parlement national est volontiers montrée en exemple par les souverainistes républicains : ils y voient, naturellement, un garde-fou contre les velléités fédéralistes de l'Union européenne. Mais c'est aussi un frein à l'action du gouvernement, dont les marges de manœuvre se trouvent réduites dans les négociations internationales. De fait, les considérations de politique intérieure pourraient ruiner le travail des diplomates qui s'évertuent, bon an, mal an, à échafauder le "sauvetage" de la Grèce. Outre la volte-face d'Helsinki, on signalera la défiance de Bratislava, tout disposé à reporter aux calendes grecques, justement, le renforcement du FESF : la Slovaquie sera le dernier État de la zone euro à voter le nouveau plan d'aide à Athènes, a annoncé le Premier ministre Ivetta Radicová. Ce projet, dévoilé le 21 juillet, sera-t-il jamais ratifié par chacune des parties ? Le cas échéant, l'impact à court terme sera limité pour les finances publiques de la



La France est prête à déboursier 15 milliards d'euros en faveur de la Grèce : autant jeter l'argent à l'eau selon Marine Le Pen

France. En effet, sa contribution ne se fera pas sous forme de liquidités, mais par un apport de garanties au FESF, en charge d'émettre les obligations qui lui permettront, ensuite, de prêter lui-même à la Grèce. Toutefois, expliquent *Les Échos*, « *la dette publique brute de la France sera augmentée à mesure des émissions du FESF, ce qui représentera près de 15 milliards d'ici à 2014 (0,7 % de PIB), auxquels il faut ajouter le premier plan d'aide ainsi que les émissions au bénéfice de l'Irlande et du Portugal* ». Au total, l'aide apportée aux pays en difficulté devrait re-

présenter 40 milliards d'euros, soit 2 % du PIB, selon le député UMP Gilles Carrez, rapporteur du collectif budgétaire.

Un cap impossible

Outre la volonté idéologique de "sauver l'euro", celle d'éviter un "saut dans l'inconnue" peut motiver cette démarche. D'autant que les banques françaises sont parmi les plus exposées à la dette helène. Mais encore faudrait-il s'accorder sur un cap à moyen terme, sans quoi la confiance sera bien difficile à rétablir, quelles que soient les sommes déversées dans

le tonneau des Danaïdes. Étant donné la prégnance du fait national et l'interférence des échéances électorales, peut-être cela s'avère-t-il impossible ? Telle est la conviction qui pourrait bien gagner l'Europe. En tout cas, certains tabous sont en passe d'être brisés : le gouvernement allemand étudierait désormais l'hypothèse d'un retour au drachme, affirment nos confrères du *Spiegel*.

Solution miracle

Peut-être s'agit-il d'une rumeur délibérément diffusée afin d'exercer une pression sur Athènes. Quoique les circonstances y suffiraient vraisemblablement : la Grèce pourrait se trouver à court de liquidités dès le mois prochain. On devine la tension qui doit animer les discussions avec la BCE et la Commission européenne, suspendues quelques jours durant à l'occasion d'un différend... Des dissensions se font jour de toutes parts - jusque dans les couloirs feutrés de la Banque centrale européenne ! Alors que les ministres des Affaires européennes des Vingt-Sept se réunissaient à Bruxelles lundi dernier, 12 septembre, les représentants de sept États sont montés au créneau pour dénoncer leur mise à l'écart des négociations portant sur la réforme de l'Union économique et monétaire. « *Nous sommes insatisfaits de la rencontre Merkel-Sarkozy et de ses effets* », a même déclaré Donald Tusk, le chef du gouvernement polonais, qui attendait - « *et attend toujours* » - « *des décisions beaucoup plus fermes* ». Serait-il déçu par la règle d'or promise par le président de la République ? D'autres ont déjà manifesté leur scepticisme à ce propos, tel Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen. Fidèle à la mission que lui assigne son mandat, il exhorte néanmoins les responsables européens à serrer les rangs. En vain. Reste la proposition de l'Allemand Günther Oettinger, commissaire européen en charge de l'Énergie : selon lui, il conviendrait de mettre en berne, à l'abord des édifices communautaires, les drapeaux des États sortant des clous du Pacte de stabilité. Voilà qui devrait nous tirer d'affaire. ■

Grégoire Dubost

» ANTIRACISME

La Commission européenne se targue de redoubler d'efforts pour lutter contre l'extrémisme violent. À cet effet a été inauguré, le 9 septembre, le Réseau de sensibilisation à la radicalisation, censé mettre en relation, à travers l'Europe, travailleurs sociaux, responsables religieux, animateurs de jeunesse, policiers et chercheurs. À cette occasion, la Suédoise Cecilia Malmström, commissaire en charge des Affaires intérieures, a prétendu « *qu'il n'était pas possible d'établir un lien entre le terrorisme et une confession ou des convictions politiques données, ni avec une région en particulier* ». Et de pointer « *les idées politiques de certains mouvements populistes* » qui constitueraient « *une source d'inspiration idéologique et des points de référence en faveur d'une radicalisation* ». Plus de 20 millions d'euros sur quatre ans seront alloués à cette nouvelle officine antiraciste.

» CORRUPTION

La corruption règne aux frontières extérieures de l'Union européenne. Alors que la Bulgarie et la Roumanie frappent à la porte de l'espace Schengen, le *New York Times* a brossé un portrait peu reluisant des garde-frontières sévissant dans ces pays. À Sviленgrad, une ville bulgare de 20 000 habitants, ils occuperaient des dizaines de villas somptueuses. Et bien qu'ils soient la risée de tous, on leur reconnaîtrait le mérite d'enrichir la région. Pour endiguer le phénomène, rapportent les journalistes Suzanne Daley et Stephen Castlela, « *la Bulgarie a mis en place une programmation informatisée pour affecter ses gardes-frontières à des postes différents de façon aléatoire, des changements qui s'opèrent au bout de quelques heures. La Roumanie a elle aussi pris des mesures. L'année passée, elle a arrêté 248 garde-frontières et douaniers, certains ayant été accusés d'avoir touché jusqu'à 5 800 euros en une seule permanence.* »

» DÉFENSE

Face au veto britannique, un front se constitue dans l'UE pour obtenir la création d'un quartier général permanent, censé piloter les opérations militaires européennes. Rome et Madrid se sont ralliés au triangle de Weimer (France, Allemagne et Pologne). Ils l'ont fait savoir à Catherine Ashton, dont ils attendent désormais des propositions concrètes. Un refrain au demeurant bien connu, tant les promesses de la défense européenne peinent à se réaliser.

EURODÉPUTÉS

L'immunité à tort et à travers

Quand le Parlement européen se fait taper sur les doigts par les juges de Luxembourg.

EN VERTU de l'immunité dont ils bénéficient, les députés au Parlement européen ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis pour des opinions exprimées dans l'exercice de leurs fonctions. On se souvient que cela n'avait été d'aucun secours à Bruno Gollnisch, tandis qu'il était entraîné en justice par quelque ligue de vertu, avec la bénédiction de l'assem-

blée. Il y a deux ans, celle-ci s'était montrée plus solidaire à l'égard de l'Italien Aldo Patriciello, mis en cause pour dénonciation calomnieuse.

L'intérêt général vu par les eurodéputés

Au cours d'une altercation sur un parking public, ce dernier aurait accusé un agent de police de falsifier des procès-verbaux, aux dépens des automobilistes donc. Ce faisant, à en croire la majorité de ses collègues eurodéputés, il aurait agi dans l'intérêt général de son électorat. Cela n'a pas convaincu la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE). En effet, les déclarations de M. Patri-

ciello lui sont apparues « *relativement éloignées de ses fonctions de membre du Parlement européen* ». Or, dans son arrêt rendu le 6 septembre, la Cour « *considère que l'immunité peut être accordée seulement lorsque le lien entre l'opinion exprimée et les fonctions parlementaires est direct et évident* ».

Ce principe étant posé, c'est toutefois aux juridictions nationales qu'il appartient de l'appliquer. Et cela indépendamment de l'opinion exprimée par le Parlement européen, dont la Cour souligne que « *la décision de défense de l'immunité [...] constitue uniquement un avis sans aucun effet contraignant à l'égard des juridictions nationales* ». ■ G.D.



L'hémicycle du Parlement européen à Strasbourg

■ BELGIQUE

Symboles pris pour cibles

Les tensions communautaires minant la Belgique nourrissent le rejet des symboles associés à la France : le coq dans une municipalité, le maréchal Foch dans une autre.



À Louvain, la place Foch vient de perdre son nom.

Pour qualifier la petitesse d'esprit, on parle souvent d'« histoire de clocher ». Au propre comme au figuré, c'est le cas dans la petite commune de Haringe, en Flandre occidentale. Les membres de la fabrique d'église de la paroisse de Saint-Martin (Saint-Martens) trouvent intolérable que leur clocher soit surmonté d'un coq.

Le lion des Flandres

Ce qui, par parenthèse, est une coutume datant du IX^e siècle. C'est dans la cathédrale de Brescia, rapportent les historiens, que naquit cette pratique sous l'impulsion de l'évêque Rampert. Les zélotes de Haringe n'en ont cure. Rien de religieux dans leur démarche. À leurs yeux, le coq est dressé sur les ergots de la francophonie. Celle de la Wallonie et de la France toute proche. Il faut donc lui tordre le cou et lui substituer un lion, celui de la Flandre. Comme le clame *De Leeuw van Vlaanderen* ("le lion flamand"), devenu l'hymne offi-

ciel de la Flandre, « *ils ne le dresseront pas, le fier lion flamand* »... L'évêché de Bruges, dont dépend la commune, témoigne d'un enthousiasme fort mitigé. Il n'a guère envie d'attirer à nouveau les regards après le scandale de pédophilie qui a entraîné la démission de l'évêque Vangheluwe. D'autant que son successeur, M^{gr} De Kesel, venu du Brabant, de Bruxelles, est un homme pondéré et de dialogue. Il n'a aucun goût pour une histoire courtelinesque accommodée à la flamande. Elle montre en tout cas l'importance des symboles dans le tumulte des passions humaines.

Criminel de guerre

Cela donne des idées aux municipalités flamandes. Celle de Leuven (Louvain) s'en prend à un autre symbole. Le bourgmestre a réussi à persuader son conseil communal que le maréchal Foch était un criminel de guerre. Aujourd'hui, selon Louis Tobback Spa (un socialiste flamand), il serait

traduit devant un tribunal pénal international. En foi de quoi, dans un élan vengeur, le conseil a baptisé la place Foch pour lui donner le nom de Piet De Somer, premier recteur de la KUL, l'université flamande, après la scission de l'université de Louvain.

Wallons dehors

Les francophones de Belgique n'oublient pas que De Somer, tout brillant intellectuel qu'il fût, demeure associé au « *Wallen buiten* » (Wallons dehors) de 1968. L'ancien Premier ministre Mark Eyskens (louvainiste lui-même, flamand et démocrate-chrétien), aujourd'hui très marginalisé au sein de son parti, se montre « *ré-servé* » à l'égard de cette initiative intempestive. « *En 2014, rappelle-t-il, la ville martyre célébrera le centenaire de la Première Guerre mondiale et le maréchal Foch fut un grand stratège qui a contribué à la victoire alliée.* » ■

Charles-Henri Brignac

Signes des temps

Aperçu des mœurs observées au-delà des frontières de l'Hexagone.



■ **Mémoire** - Le nouveau programme d'histoire des collégiens hexagonaux suscite une polémique dédaignée par notre consœur suisse Anna Lietti, qui croit y déceler une réaction xénophobe : « *La Chine des Hans détrône le Roi-Soleil, les traites négrières le vase de Soissons* », a-t-elle écrit dans *Le Temps*. « *En somme, les étrangers envahissent les livres d'histoire. C'est "un scandale pédagogique et culturel". Au secours, Marine !* » Découvrant à cette occasion l'existence de Clovis, elle pointe des récits « *hagiographiques* », excluant apparemment tout enseignement d'un "roman national". Et de se justifier par un argument spécieux : « *Chaque année qui passe, l'histoire de l'humanité s'allonge, tandis que la journée d'un écolier et sa capacité à assimiler la matière restent, au mieux, les mêmes.* » C'est considérer avec naïveté la nature de l'histoire, qui ne sera jamais qu'une tentative de synthèse arbitraire, indissociable de l'époque qui la produit.

■ **Examens** - Soucieux d'endiguer la fraude facilitée par l'usage des *smartphones*, l'Ouzbékistan aurait mis en œuvre une solution radicale. Début août, alors que se déroulaient les examens d'entrée à l'université, les opérateurs de téléphonie mobile ont suspendu, quatre heures durant, l'accès à Internet et l'envoi de SMS. Officiellement pour effectuer des travaux de maintenance. Une coïncidence jugée d'autant plus curieuse qu'elle aurait été rééditée.

■ **Immigration** - Polémique aux Pays-Bas : un jeu télévisé mettant en scène cinq demandeurs d'asile a été diffusé par la télévision publique le 1^{er} septembre. Déboutés après avoir passé neuf, onze ou treize ans dans le pays, les candidats se sont disputés 4 000 euros que le gagnant emportera lors de son expulsion. Au programme : des questions portant sur la politique, la culture ou le sport national. Ce faisant, la chaîne de télévision *VPRO* entendait montrer « *à quel point* » les participants étaient néerlandais, selon les explications de son rédacteur en chef.

■ **Mariage** - Alerte à l'"homophobie" en Italie : la première chaîne de télévision publique, *Rai Uno*, a "passé à la trappe" l'épisode d'une série allemande mettant en scène l'union de deux hommes célébrée devant l'autel. « *Si les noces avaient été célébrées à la mairie, il n'y aurait pas eu de problème* », a expliqué Mauro Mazza, le direc-

teur de la chaîne. De toute façon, « *nous devons enlever un épisode avant le début des programmes de la rentrée* », s'est-il justifié.

■ **Prostitution** - Tandis qu'en France Roselyne Bachelot prône la répression des clients, chez nos voisins européens, les prostituées sont traitées avec un réalisme frôlant parfois le cynisme. On connaissait les vitrines d'Amsterdam ; il y a désormais les parcmètres de Bonn. Pour chaque nuit qu'elles passent à faire le trottoir dans l'ancienne capitale de la RFA, les filles doivent désormais s'acquitter d'un "ticket fiscal" distribués par des horodateurs modifiés à cet effet.

■ **Avortement** - L'affaire a fait grand bruit en Grande-Bretagne, si l'on en croit le *Courrier international*. Le 7 septembre, Nadine Dorries, un député de la majorité conservatrice, a proposé un amendement à la loi sur l'avortement. « *Il s'agissait, explique The Guardian, d'assurer un conseil "indépendant" aux femmes, fourni soit par les services de santé publique (NHS), soit par un organisme indépendant qui ne pratique pas lui-même l'avortement.* [...] D'après les opposants, le but de la manœuvre était de diminuer le nombre d'avortements, en compliquant la procédure et en offrant à des associations gravitantes dans l'orbite sociale-chrétienne, l'occasion de conseiller les femmes enceintes. » Bien que le texte ait été rejeté, « *le sujet pourrait revenir sur la table avant la fin de la législature* », annoncent nos confrères.

■ **Blasphème** - On ne rigole pas avec le Christ. Du moins, outre-Manche, où un opérateur téléphonique avait utilisé sa figure pour vanter ses « *rabais miraculeux* » durant les fêtes pascales. Apparue dans les journaux le 21 avril, cette annonce ne pourra pas être réutilisée. Ainsi en a décidé l'Advertising Standards Authority (ASA), le régulateur britannique de la publicité. « *Nous avons conclu que la publicité était irrévérencieuse vis-à-vis de la foi catholique et de nature à sérieusement offenser les chrétiens tout particulièrement* », a-t-elle expliqué.

Notre librairie

Livres neufs
Livres de Charles Maurras, Léon Daudet, Jacques Bainville

Demandez la liste à nos bureaux :
10 rue Croix-des-Petits-Champs,
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06



NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT
EN P. 5

RECONSTRUCTION

Libye : une autre guerre commence

Quoique Tripoli soit désormais sous le contrôle du CNT, la guerre continue contre les fidèles du colonel Kadhafi. Mais il convient par ailleurs de partager les fruits potentiels de la victoire militaire : cela suscite d'âpres rivalités.

La guerre de Libye n'est pas terminée, même si on voudrait faire croire qu'elle l'est presque. Le dictateur loufoque, ses fils et ses fidèles ont quitté Tripoli. Un gouverneur militaire islamiste, "ancien" d'al Qaïda, contrôle la capitale. Le président du Conseil national de transition (CNT) vient d'y arriver. Mais plusieurs villes résistent encore et les fidèles du dictateur, qui sont, apparemment plus nombreux qu'on ne le dit, ont même organisé des contre-offensives ici ou là. En outre, l'immense majorité du territoire, le désert et ses oasis, demeure sous le contrôle des tribus nomades, restées souvent en bons termes avec le clan Kadhafi et largement rétribuées en conséquence. La situation peut durer, surtout si l'ex-homme fort du pays reste vivant et introuvable. Une situation à l'irakienne, avec tous ses dangers à quelques encablures de l'Europe.

Partager le pactole

Cette guerre n'est donc pas encore finie, qu'une autre commence, sournoise, âpre et probablement sans merci ! Le partage du pactole libyen, peut être la raison cachée de l'intervention militaire. Pour l'Irak, on invoquait les armes de destruction massive de Saddam Hussein. Ici on a prétexté les violations des droits de l'homme et la nécessité de protéger la population civile. Les armes de Saddam étaient imaginaires. Mais la guerre, malgré les centaines de milliers de victimes et la ruine d'un pays, n'y est pas encore terminée, et les islamistes en sont pour le moment les principaux bénéficiaires. En Libye, les violations des droits humains n'étaient pas imaginaires. Elles existaient bien au moment où l'on déroulait le tapis rouge devant le sanguinaire Kadhafi et



Un ancien chantier d'irrigation

elles risquent de continuer sous une autre forme au profit des islamistes. En revanche, la volonté de mainmise sur le pactole pétrolier, le plus important de l'Afrique, est claire. Les infrastructures pétrolières ont été peu endommagées, personne n'y ayant intérêt. Les hydrocarbures représentent plus de 90 % des recettes d'exportation du pays, et 80 % des revenus de l'État. Le CNT a tout intérêt à réenclancher l'activité de ce secteur. Les vain-

queurs occidentaux de la première phase de cette guerre autant sinon davantage. Les rivalités entre grandes compagnies pétrolières sont déjà âpres.

Les promesses du CNT

Le CNT aurait promis un tiers du pétrole libyen à la compagnie française Total, pour remercier Paris de son intervention. Les Italiens, présents dans ce domaine depuis cinquante-cinq ans, veu-

lent voir leur part augmenter et garder leur position dominante de premier opérateur et de principal consommateur. La British Petroleum réclame une compensation due à Londres et invoque le rôle clef des forces spéciales britanniques dans la guerre. Il ne faudrait pas non plus oublier les Américains, les Espagnols et aussi le Qatar, caution "arabo-islamique" de l'opération. Cela promet. C'est le premier aspect de cette nouvelle guerre.

Le marché de la reconstruction

Le pays a été en grande partie détruit. Malgré les folies de Kadhafi, la corruption de son entourage et ses dépenses inconsidérées pour aider le terrorisme international ainsi que de nombreux pays et hommes politiques étrangers, la Libye était bien pourvue en écoles, hôpitaux, ouvrages de travaux publics. Le secteur du logement faisait même envie à certains pays de l'Afrique du Nord. Il faut maintenant reconstruire ce qu'on a détruit. Les méchantes langues diront que l'on a détruit pour pouvoir reconstruire. Le marché, qui attire déjà de "grands intérêts" dans ce secteur, serait de l'ordre de 200 milliards de dollars. C'est un minimum. Il faudra dix ans pour reconstruire ce qui a été détruit. Paris est très attentif à ce marché et souhaite avoir sa part. Les Italiens, Américains, Britanniques sont sur les rangs, sans oublier les Turcs, et les Chinois avec leur politique de casser les prix. Encore une dure bataille en perspective. Avec un certain cynisme, on devrait souhaiter que les Français ne se laissent pas distancer. Tel est le monde. Cela peut paraître bien triste, mais c'est ainsi. ■

Pascal Nari

SOMMET DU G8

Les ministres des Finances des pays du G8 viennent de promettre une aide de 28 milliards d'euros aux pays arabes. Les pays dont l'économie a été bouleversée par les révoltes du "Printemps arabe" vont bénéficier d'une aide destinée à les relancer. La contribution de la France sera de 2,7 milliards d'euros, selon François Baroin. Où les trouver ?

SYRIE

L'Union européenne se targue de sanctionner la Syrie. Qu'en est-il de l'embargo pétrolier décrété début septembre ? Il n'est « ni total, ni immédiat », selon les explications de Nicolas Gros-Verheyde, publiées sur son blog *Bruxelles 2*. Sont interdits, selon le Journal officiel de l'UE, « l'achat, l'importation de pétrole brut et de produits pétroliers en provenance de Syrie » mais aussi son transport, le financement et l'assurance de ces actions. En revanche, souligne notre confrère, « la mise en application de ces mesures va se produire en deux temps : immédiate pour tout nouveau contrat mais avec un délai de 2 mois et demi pour les anciens contrats ». Autrement dit, les compagnies pétrolières européennes ont quelque temps pour s'adapter. En outre, elles restent libres de poursuivre leurs investissements en Syrie et même de participer à la production du brut syrien.

AFGHANISTAN

Les dernières semaines se sont avérées particulièrement meurtrières pour les Occidentaux engagés en Afghanistan. Jusqu'en août dernier, jamais les Américains n'avaient compté autant de victimes au cours du mois. Quant aux Français, ils ont perdu le 17^e régiment du génie parachutiste de Montauban.

ISRAËL

Nétanyahou à l'épreuve



Entre autres défis, Israël va devoir affronter la proclamation annoncée d'un État palestinien.

RIEN NE VA PLUS pour le Premier ministre israélien : rupture brutale avec la Turquie, son principal allié dans la région, crise grave avec l'Égypte, où malgré la présence des militaires au pouvoir, l'influence des Frères musulmans est croissante. Ayant refusé de s'asseoir à la table des négociations, ignorant les résolutions de l'ONU sur l'arrêt de la colonisation sauvage, "Bibi" Nétanyahou doit faire face à une autre menace sérieuse : le 20 septembre, l'"entité" palestinienne va demander aux Nations-Unies sa reconnaissance en tant qu'État

souverain dans le cadre de la résolution 242, c'est-à-dire les frontières de 1967. Le veto de Washington pourrait empêcher le Conseil de sécurité de reconnaître la Palestine indépendante et souveraine. Mais à l'Assemblée générale de l'ONU, où une large majorité est acquise à l'idée, le veto n'existe pas. Même si la reconnaissance se limite à la proclamation d'un "membre observateur" - comme le Vatican -, ce sera une belle victoire pour la cause palestinienne et une grave défaite pour la politique d'intransigeance de M. Nétanyahou. L'État hébreu est plus que jamais isolé sur le plan international, davantage qu'il ne l'a jamais été. Cela sera aussi un revers pour le président Obama. Dans son "adresse" du Caire au monde arabo-musulman, en dehors de généralités, parfois ridicules - on n'oubliera pas sa dissertation sur la « musique islamique » - il s'était engagé à faire reconnaître l'État palestinien. Il est à présent

obligé d'user de son droit de veto pour l'empêcher dans une certaine mesure. Cela cadre peu avec les déclarations américaines sur les droits de l'homme à propos de la Tunisie, de l'Égypte et de la Libye. Actuellement, Paris et Londres tentent de trouver une voix médiane pour empêcher un isolement total de l'État hébreu et une défaite diplomatique des États-Unis, tout en faisant avancer la cause palestinienne. Y parviendront-ils ?

Pression intérieure

Le Premier ministre Nétanyahou doit faire face également à une vague sans précédent de mécontentement intérieur et à des manifestations sociales d'indignation face à sa politique ultralibérale, tellement en contradiction avec les traditions imprégnées du socialisme humaniste des pionniers d'Israël. Le gouvernement israélien pourrait utiliser la crise extérieure pour

tarder à satisfaire les aspirations sociales de sa population. Cela ne pourrait qu'être aléatoire et provisoire, car la situation est sérieuse. Sur le plan extérieur, M. Nétanyahou est encore plus démuné ! Employer la force militaire pour bloquer la décision onusienne, autrement dit, procéder à la réoccupation totale de la Cisjordanie ? Impensable. Décréter le blocus économique des territoires et asphyxier l'autorité que préside M. Mahamoud Abbas ? Difficilement imaginable. Dans l'état de tension actuelle du monde arabe, cela serait considéré comme une provocation et Washington, malgré son incapacité actuelle de gérer les crises de la région, ne pourrait pas laisser faire. Une médiation européenne, surtout française, et la convocation urgente d'une conférence de paix israélo-palestinienne, après le vote de l'ONU, quelle qu'en soit la teneur, pourraient permettre aux uns et aux autres de sortir de l'impasse. Il en est grand temps. ■ P.N.

❑ MICHEL MOHRT

Le dernier hussard

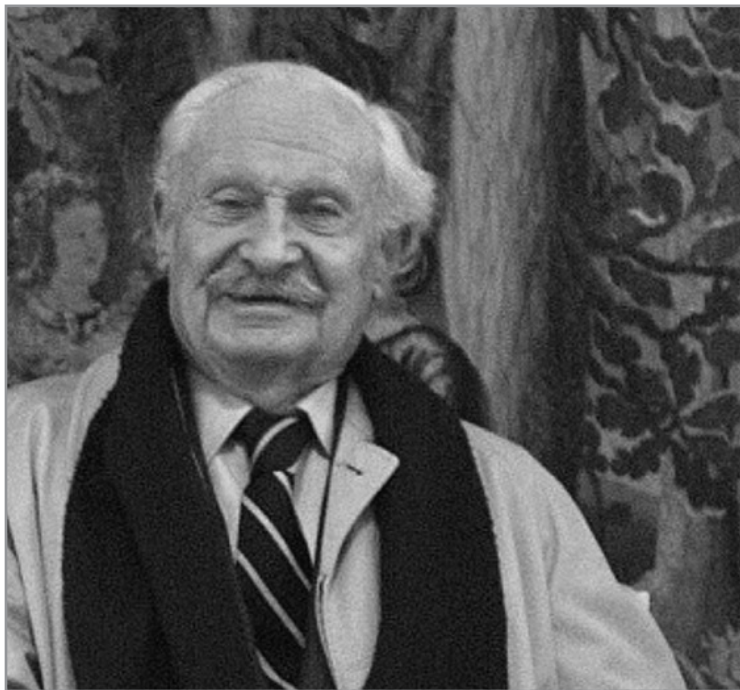
L'académicien Michel Mohrt s'est éteint le 17 août, dans sa 98^e année.

L'Action française a perdu un vieux compagnon, qui en côtoyait les militants alors qu'il étudiait à Rennes le droit et les lettres.

Dans les années d'après-guerre, le paysage littéraire français se composait à gauche de grandes, belles et bêlantes consciences humanitaires nourries de philosophie allemande et de marxisme qui multipliaient déclarations et pétitions. À droite, très minoritaire, était une bande de copains qui préféraient le style aux idées et qui avaient la nostalgie des charges de cavalerie et des duels à l'arme blanche.

L'épée et la plume

La gauche pondait d'indigestes bouquins de sociologie, bétonnant les autoroutes de l'avenir radieux sans Dieu (ni dieux) car l'Homme enfin désaliéné, et la Femme émancipée de tous ses tabous de virginité, de maternité, et de pudeur, entamaient leur marche triomphale. Le monde s'enfonçait dans la consommation de masse et le socialisme *bling-bling* de la société du spectacle. Les frontières et les patries disparaissaient. Tout était soumis à la loi du marché. Plus de rois à détrôner ou restaurer, plus de reines à faire évader de prison. Que pouvaient faire les mousquetaires ? L'argent avait remplacé la naissance et le sang. Le Peuple s'était assis sur le trône vacant. Les langues disparaissaient, ou se déconstruisaient, l'homme et le



Michel Mohrt témoignait d'un goût évident pour le métier des armes.

monde s'uniformisaient. Tout était aussi plat qu'une affiche publicitaire ou un dépliant touristique. Que restait-il à faire ? Hurler comme cet enragé d'Artaud qui avait vu comme Bernanos le loup entrer dans la bergerie et le diable étendre son règne et poursuivre son œuvre ? Mais les hussards doivent mourir jeunes sur un champ de bataille ou sur l'échafaud, lais-

sant aux vieux le soin de conter leur histoire et de rêver sur leur destin. Il ne leur restait plus que la littérature, triste joujou. La plume n'est pas l'épée. Mais quand l'épée manque ? Que pouvaient donc raconter leurs livres ? Quelle guerre de Troie avaient-ils faite ? Quelle forteresse avaient-ils vu tomber ? Il y avait bien cette citadelle qui était tombée, la

France. Mais cela était plus matière à prophétie qu'à littérature ou philosophie. Tout cela n'avait-il pas été écrit il y a deux mille ans par saint Jean l'évangéliste dans son livre des Révélations ? Il ne restait plus que le passé et cette part inaliénable de l'homme, l'enfance et la jeunesse. Il reste les illusions perdues et cette humanité qui continue de grouiller et de batailler en nous et autour de nous, tiraillée entre ses passions et ses devoirs.

De Stendhal à Balzac

Michel Mohrt appartient à cette génération qui ne s'est par remise de la défaite de 40 et que la Libération de 45 n'a pas consolée. Son goût pour le métier des armes est évident. Dans *La Campagne d'Italie*, le héros est un jeune lieutenant en garnison dans une petite ville de la Côte d'Azur. On songe bien sûr à Vigny et au Stendhal de Lucien Leuwen. L'épigraphie du livre est empruntée à Vauvenargues : « Il n'y a de gloire que celle des armes. » Pour le régiment auquel il appartient, il n'y aura que dix jours de combat. L'armistice survient. La campagne d'Italie n'aura pas lieu. Dans un autre roman, *La Guerre civile*, Michel Mohrt est revenu sur les années d'avant-guerre. Il y dépeint la bonne société de province quand la bourgeoisie tenait encore son rang et des jeunes gens qui étaient maurassiens au moment du Front populaire. Il retrace leur cheminement intellectuel et sentimental au cœur des années noires de l'Occupation, et là ce n'est plus à Stendhal qu'il nous fait penser, mais au Balzac des Illusions perdues. ■

Gérard Joulé

PASTICHE

Une république bananière

SAN SOMBRÉRO, Amérique centrale : sa joie de vivre, ses coups d'État, ses trafics de drogues, son climat infernal, sa culture inexistante, son patrimoine artistique ravagé, sa cuisine immangeable, ses plages polluées, son insécurité galopante ! L'endroit idéal où passer vos prochaines vacances !

Mêlant gaillardement les pires expériences des routards, touristes et visiteurs de tous poils aux quatre coins de la planète, les au-

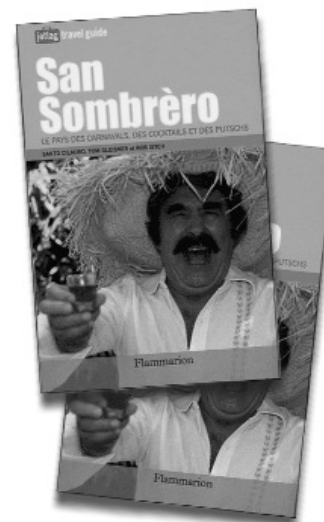
teurs présentent ici un faux guide de voyage décoiffant, avec critiques des hôtels et restaurants d'une république bananière fantomatique. Rien n'est oublié, de l'histoire problématique quoique brève, de cette ancienne possession espagnole à son avenir plus problématique encore en passant par ses cinéastes calamiteux, ses écrivains confidentiels, ses sportifs dopés, son artisanat local fabriqué en Chine.

On rit malgré soi...

Vous visiterez en détail les quartiers typiques des villes de Nicotino, Guacamola, Fumarole, San Abandonio, choisirez une table

dans les pires bouisbouis de la planète, et des chambres d'hôtel qui ne vaudront pas mieux, le tout conseillé par une bande d'experts de l'écologie ou des sports extrêmes plus déjantés les uns que les autres. C'est de la blague de potache dans ce qu'elle a de pire - l'humour australien n'est pas réputé pour sa finesse - et les perpétuelles moqueries contre le catholicisme sont vite lassantes - et de meilleur : on rit malgré soi au cours de ce voyage pas si farfelu que cela qui vous dégoûterait à jamais d'embarquer. ■ A.B.

✓ Santo Cilauro, Tom Gleisner et Rob Sitch, *San Sombrero*, Flammarion, 200 p., 15 €.



ROMAN POLICIER

Viviane enquête en Grèce



PAS DE VACANCES pour la commissaire Viviane Lancier ! Encore auréolée du relatif succès de son enquête sur le mystérieux inédit de Baudelaire, mais privée de son adjoint, le beau et cultivé Monot, la jeune femme est expédiée à Rhodes, flanquée du lieutenant Cruyff, champion de décathlon de la police, gentil garçon qu'elle a pris en grippe. But de la mission : enquêter incognito, à la barbe de la police

grecque, en se faisant passer pour un couple de scénaristes de télévision, sur la mort, le soir du 14 juillet, du dénommé King, chef d'un village de vacances, retrouvé opportunément pendu à la lanterne le soir de la fête nationale... King s'est-il suicidé, version qui arrangerait le Club, ou l'a-t-on assassiné, événement qui nuirait à la réputation de l'établissement ? À Viviane de comprendre où se trouvent les intérêts de chacun, même s'ils ne coïncident pas précisément avec ceux de la justice. Mais comment comprendre quoi que ce soit à cette affaire lorsqu'il faut se mêler à un milieu, celui des villages de vacances, aux antipodes du tempérament distant et réservé de la très

introvertie commissaire Lancier ? Et, tandis que Viviane tente de s'adapter, la tuerie continue... Flipo poursuit avec humour la délicate confrontation de son héroïne complexée et mûrissante aux grands mystères de la sociabilité moderne, et aux charmes diversement ravageurs d'adjoints trop jeunes envers lesquelles elle aimerait n'éprouver que des sentiments maternels... C'est drôle, intelligent, fin, dénué de toute vulgarité, parfaitement observé, bien conduit. La garantie de quelques heures de lecture agréable. ■ A.B.

✓ Georges Flipo, *La commissaire n'a point l'esprit club*, La Table Ronde, 285 p., 18 €.

Cinéma



❑ **Présumé coupable** (en salle) - Deuxième long métrage de Vincent Garenq qui retrace sobrement, mais avec un sens aigu du suspense et du *timing*, l'histoire, non pas d'un dysfonctionnement, terme politiquement correct à la mode, de la justice, mais d'un véritable scandale judiciaire : l'affaire Outreau de 2001. Accusé à tort d'actes pédophiles par un petit juge partial, l'huissier Alain Marécaux, interprété, voire habité par Philippe Torreton, va vivre trois ans de descente aux enfers. Ce film vous prend aux tripes, vous révolte et l'on souhaiterait qu'il soit montré à tous les magistrats en dénonciation des dérives inadmissibles de certains juges, qui plus est couvertes par leurs supérieurs. Le message indigné de V. Garenq passe à travers cette réalisation, soignée, efficace et grâce au jeu superbe de tous les acteurs.

❑ **Tu seras mon fils** (en salles) - Un film de Gilles Legrand. Dans le cadre de la vigne bordelaise, un superbe face à face entre deux grands acteurs : Laurant Deutsch et Nils Arestrup, reconnu bien tardivement par le cinéma français. Une belle photo vient appuyer ce drame intense d'un père qui, ayant réussi professionnellement, méprise voire hait son fils qu'il juge indigne de lui succéder. Un des meilleurs films nationaux de l'année.

❑ **Cowboys et envahisseurs** (en salles) - Ils ont osé : mélanger dans un film d'action western et sciences fiction... et ils ont réussi leur pari. Grâce à un scénario simple mais habile, on suit avec plaisir ces luttes très westerniennes, dans lesquelles se sont infiltrés d'horribles envahisseurs extraterrestres. C'est un très bon divertissement dont l'attrait est renforcé par la présence de deux acteurs charismatiques, Daniel Craig et Harrison Ford.

❑ **Captain America** (en salles) - Dernier avatar des films Marvel après le désastreux *Thor*, cette réalisation ne trahit pas la BD de propagande des années quarante mais nous en illustre les défauts typiquement américains, tels que sa grande naïveté, son manichéisme, (les États-Unis sont le bien, leurs ennemis le mal) et à tout cela ajoutons, mode oblige, la ridicule petite séquence féministe. Ce film d'action pourra cependant réjouir les fans de la BD, malgré des couleurs terriblement assombries par le bien inutile procédé 3D utilisé.

Frédéric Pic

■ YANN QUEFFÉLEC

Le piéton des Glénans

Henry Le Bal accueille à Quimper les œuvres de Yann Queffélec. Celui-ci ne cesse de peindre l'homme seul face à la lumière. L'attachement régional aidant, il suscite une contemplation enthousiaste.



Une infinité de gris, si différents qu'on en oublie l'unicité

L'été est fini. Il redevient raisonnable de voyager. Plus de touristes et l'arrivée de l'automne, voilà de bonnes raisons d'enfiler vos bottes de sept lieues. Un voyage en Bretagne serait une excellente idée, et une visite de Quimper le témoignage le plus éclatant de votre bon goût.

Au cœur du royaume

À l'ombre de la cathédrale Saint-Corentin, glissez-vous dans la rue du Frou. Ce n'est pas la plus passante. Il y règne une atmosphère de conspiration, un ou deux restaurants, une ou deux librairies, un chapelier, c'est presque tout. Reste que la bonne humeur ne s'aperçoit qu'entre initiés. Vous entrez là dans le royaume des Le Bal, un peu comme dans le domaine d'un clan écossais. Muni d'un pen-baz de seigneur, Henry Le Bal arpente le pavé et vous accueille en gentilhomme bienveillant. Ça commence par une taverne, Le Chapitre, ouverte sur la rue, havre sûr pour tous les amis d'AF et que tient son frère cadet. À deux pas, une première galerie, temple voué au génie de Le Scouézec et sur lequel veille le fils d'Henry Le Bal. Deux pas de plus vous mènent dans une seconde galerie où s'expose les vivants et d'abord les œuvres de Yann Queffélec.

On sait l'importance d'un galeriste qu'il ne faut jamais réduire à un vendeur de tableaux. Songez un instant à ce que Picasso doit à Ambroise Vollard. Rue du Frou ou naguère place au Beurre, le Quimpérois Henry Le Bal vous reçoit, vous prend la main et vous dévoile le génie du jeune Queffélec, la magie silencieuse qui se dégage de ses œuvres. Mais déjà vous êtes happé par cette encre de Chine qui, par éclaboussures, perce deux ou trois teintes grises. Le nom de Queffélec sonne, claqué et signale le sûr enracinement breton. M'autoriserez-vous à croire que seul un Breton pouvait peindre ainsi. Il faut être né face à la mer, avoir épuisé ses yeux à la contempler pour peindre avec si peu de moyens ce qui est la quintessence de plages nues et désertes, d'horizons suggérés et où se profilent ce rocher qu'on appelle une île et qu'Henry Le Bal désigne comme l'amiel.

félec, la magie silencieuse qui se dégage de ses œuvres. Mais déjà vous êtes happé par cette encre de Chine qui, par éclaboussures, perce deux ou trois teintes grises. Le nom de Queffélec sonne, claqué et signale le sûr enracinement breton. M'autoriserez-vous à croire que seul un Breton pouvait peindre ainsi. Il faut être né face à la mer, avoir épuisé ses yeux à la contempler pour peindre avec si peu de moyens ce qui est la quintessence de plages nues et désertes, d'horizons suggérés et où se profilent ce rocher qu'on appelle une île et qu'Henry Le Bal désigne comme l'amiel.

La couleur du silence

Au début il n'y a que du blanc, le blanc pur qu'Hergé transposait dans *Tintin au Tibet* en guise de propre thérapie. Le blanc qui étonne, qui choque à la façon d'Art, cette pièce extraordinaire de Yasmina Reza où trois amis s'affrontent autour d'un tableau que l'un d'entre eux a acheté et où semble n'apparaître que du blanc. Mais Queffélec ne peint pas du blanc. Regardez ses îles, ses rochers au lointain. Il y a du noir, du sombre, de l'obscur. En vérité, les œuvres de Yann Queffélec ont la couleur du silence, au long de marches méditatives, et ses plages ont l'ambiance des cloîtres où la parole est maigre, presque une injure à l'harmonie des éléments. « *Tais-toi ! C'est beau tout simplement.* »

Certes, indéniablement, la France est dominée par le gris. C'est sa couleur, n'en doutez pas. Mais le gris est beau. Gris des toits, des façades, du ciel, des routes. Une

infinité de gris, si différents qu'on en oublie l'unicité. Mais plus que du blanc ou du gris, plus que des îles ou des plages lunaires, plus que des royaumes circonscrits à la taille d'un enfant et où l'imagination galope, Queffélec ne cesse de peindre l'homme seul face à la lumière. Voilà !

Des rides sur la plage

Donc du sable, des rochers, des îles, les rides que la marée abandonne sur la plage, il y a tout cela chez Queffélec, et l'homme seul face au monde. Mais il y a la lumière, ce beau qui peut sauver, notre espérance. Turner, peintre britannique, réclama le privilège d'être inhumé avec ses œuvres peintes, inondées de lumière, au soleil toujours éclatant. On le lui refusa. Tant mieux ! s'exclamait Paul Morand, car s'il avait obtenu ce droit, « *il n'y aurait plus de soleil à Londres !* » Ces peintures sont à présent les fleurons de la National Gallery et j'ose penser en effet qu'elles ont toujours leur part dans l'attrait que suscite Londres. Maintenant si vous me demandez pourquoi j'aime les toiles peintes de Yann Queffélec, je vous répondrai qu'il est toujours difficile d'exprimer ses émotions, que l'attachement régional a sans doute sa part, et que cela tient aussi au plaisir immanquablement retrouvé en rejoignant mon île, lorsque je demeure sous mes étoiles, sous mes pieds ma terre, une nuit océanique, fraîche, presque douce, un arrière d'humidité, un avant-goût de sel marin, le pavé luisant au clair de lune.

Ni mazout qui souille, ni même goémon qui se récoltait jadis, les plages sont vierges, pas d'humanité, pas même la trace d'un pas que la marée n'aurait pas encore effacée, rien. Queffélec peint la solitude et Philippe Sollers a raison d'écrire : « *Savoir être seul est la vraie aventure d'aujourd'hui.* » Sollers sait de quoi il parle, toujours à Venise, une autre île, la mer encore. « *Venise, ville faussement ouverte, cité hermétique. On y va et si on comprend on ne s'en va pas. La couleur pour la couleur est née ici, à Venise, entre l'eau et le ciel. Vous sortez du musée. Vous le respirez dehors. Mais si vous ne l'avez pas d'abord en vous, vous ne le verrez pas. C'est comme ça !* » « *Tais-toi. C'est beau tout simplement.* » ■

Marc Savina

✓ Jusqu'au 30 septembre, Galerie de Bretagne, 12 rue du Frou, Quimper, tous les jours de 10 h 30 à 19 h 30. À découvrir également : *L'île nue*, un livre où le texte d'Henry Le Bal accompagne les peintures de Yann Queffélec (éd. Palantines, 35 euros).

NOUVELLES

Femmes éternelles

Des romanciers penchés sur les mystères de l'amour peuvent encore étudier la femme comme du temps de Stendhal ou de Léautaud.

MALGRÉ LES TEMPS, le travail, le mariage, la maternité, malgré le féminisme, la psychanalyse, le marxisme, l'égalité des sexes, les copulations remboursées, tarifées, l'amour existe encore. La femme aussi et le désir. Voilà quelques tabous que la modernité n'a pas encore fait sauter. Voilà quelques clichés qui collent à la peau et qui continuent de passer de mère en fille. Des romanciers entomologistes penchés sur les mystères de l'amour peuvent encore étudier la femme comme du temps de Stendhal ou de Léautaud. Jacques Aboucaya nous le démontre dans ses délicieuses nouvelles aquarellées où l'amour se conjugue à tous les temps, dans toutes les conditions et à tous les âges. Tous les âges ? Pas tout à fait. Ce qui intéresse ici Aboucaya, c'est la femme mûre, mûrissante, ou mûrie. Prête à tomber ? Comme si la femme était un fruit d'automne ! Comme si la femme tombait jamais ! Comme si, même couchée, la femme ne dominait pas l'homme de toute la force de son désir ! Jacques Aboucaya a choisi comme champ d'exploration la femme dans son arrière-été quand, libérée des tâches ménagères, elle peut fonder tête baissée mais yeux grands ouverts dans l'aventure et la passion. Car que deviendrait sa vie si elle avait manqué le rendez-vous avec le grand amour, celui qui arrive parfois en dernier ? Un Sahara d'horreur dans un désert d'ennui. Et au fond une femme qui aime, c'est bien connu, n'a pas d'âge.

Aboucaya nous montre la femme éternelle dans la femme moderne, la femme prisonnière dans la femme émancipée, avec son vocabulaire, ses lectures et ses références de femme d'aujourd'hui. Et étonnamment et



merveilleusement, il se trouve que cette femme est aussi française, et même assez souvent parisienne avec des attaches en province. Ingénieuse, ingénue, artificieuse, sachant toujours ce qu'elle veut, c'est Eve telle que Dieu l'a créée et telle que le diable l'a retouchée. Bref, c'est elle qui tient la vedette et mène l'homme par le bout du nez. Désespérante et charmante éternité. Mêmes mots, mêmes gestes, mêmes désirs. L'amour comme la mer cent fois recommencé. L'homme est distrait par le travail, la femme jamais. Plaire et être aimée, telle et sa vocation, qu'elle soit lesbienne, féministe, nonne ou général d'armée. Aimer et être aimée, rien ne peut lui ôter cette idée de la tête et ce sentiment du cœur, qu'elle saute en parachute ou qu'elle fasse brûler un cierge devant la Sainte Vierge. Amour-passion, amour-action, amour libertin, amour ingénu, amour expérimental ou conjugal, la femme s'y retrouve toujours. Mû par le désir, l'homme est le taureau qui fonce tête basse dans le chiffon rouge qu'agite la femmetoréador.

En amour il n'y a de bon que les débuts, disaient les roués du XVIII^e siècle. Cela tombe bien puisqu'une nouvelle ne nous décrit au fond que des commencements. La chute arrive très vite, souvent inattendue. Les amoureux de Laclos, de Stendhal, de Guitry, de Truffaut aimeront les femmes d'Aboucaya, mûres et désirantes. □

Gérard Joulé

✓ Jacques Aboucaya, *Mûrir de désir, la passion à cinquante ans*, éditions du Rocher, 198 p., 17,90 €.

JEUNESSE

Un conte des collines

Adapté à l'intention des plus jeunes, un conte de Kipling traite du rôle civilisateur de la femme.

IL Y A BIEN, bien longtemps, la femme, fatiguée de la sauvagerie de l'homme, et de celle du monde qui l'entourait, décida d'y mettre bon ordre. Par ses charmes, elle domestiqua la nature. Chien, cheval, puis vache, vinrent, en échange de nourriture, chaleur et protection, se mettre à son service. Mais le chat qui s'en va tout seul restait indifférent aux sortilèges de l'En-

nemie, femme de son Ennemi, et décidé à sauvegarder sa précieuse liberté. Cependant, il n'entendait pas se priver des agréments de la compagnie humaine...

Cette adaptation d'un des plus célèbres et plus jolis *Simple contes des collines* de Kipling, s'adresse en principe aux jeunes enfants, qui en aimeront les couleurs vives, mais les adultes devraient trouver eux aussi un agrément certain à cette histoire très profonde sur le rôle civilisateur du sexe faible, et sur les rapports des humains à la nature et aux créatures qui la peuplent. □ A.B.

✓ Yann Dégruel, d'après Rudyard Kipling, *Le Chat qui s'en va tout seul*, Delcourt, 44 p., xxx s.

■ YVAN BLOT

Philosophie de l'oligarchie

Dans un livre publié en mai dernier, Yvan Blot analyse les fondements philosophiques de l'oligarchie moderne. Cofondateur du club de l'Horloge, l'auteur fut élu député à l'Assemblée sous l'étiquette du RPR, puis au Parlement européen sous celle du FN. Il est un fervent promoteur de la démocratie directe.

Maxence Hecquard a publié *Les Fondements philosophiques de la démocratie moderne* : son ouvrage peut être heureusement complété par celui d'Yvan Blot, qui aurait pu s'intituler « *Les Fondements philosophiques de l'oligarchie moderne* ». Car si l'oligarchie est loin d'être un phénomène récent - elle a même été théorisée, avec les autres régimes politiques, dès l'Antiquité par Platon et Aristote - c'est son visage moderne qui intéresse notre auteur.

Démocratie de façade

Il constate en effet non seulement que le système représentatif est coupé du peuple, puisque les élus « ont leur intérêt propre qui ne recoupe pas nécessairement celui de leurs électeurs » - alors qu'en monarchie, ajoutez-nous, l'intérêt du roi s'identifie à celui de son peuple -, mais que, de plus, nos oligarchies modernes partagent « une idéologie commune (le "politiquement correct") », laquelle « cherche à réduire les citoyens au rôle de spectateurs interchangeables ». Si nous définissons la démocratie comme le régime « qui prétend donner aux individus un rôle dans les décisions collectives », nous vivons alors dans une « démocratie de façade », ce qui « conduit à se poser la question de la mise en place en France d'une démocratie directe qui puisse en corriger les défauts ».

Comment en est-on arrivé là ? Comme il le reconnaît finement, « ce sont des oligarchies (de petits groupes bien organisés) qui ont pris le pouvoir chaque fois que les monarchies ont été renversées ». Et d'ajouter : « Jamais un roi chrétien en Occident ne s'est permis de se conduire comme les chefs révolutionnaires que furent Robespierre, Lénine, Staline, Hitler ou Pol Pot. Ces dictateurs n'ont pu avoir les pouvoirs absolus qui étaient les leurs que sur la ruine préalable des droits de propriétés et des libertés individuelles. » Justement, pourrions-nous lui demander : l'histoire ne montre-t-elle pas que la démocratie, du moins pour de grands pays comme la France, n'est qu'une idée, comme disait Maurras ? Et que l'oligarchie, déclinée en ploutocratie, partitocratie, technocratie, est peut-être le vrai visage de la démocratie ?

Pour établir les fondements philosophiques de l'oligarchie moderne, l'auteur recourt à Heidegger pour qui « le monde moderne est structuré par l'arrondissement utilitaire » dans lequel l'homme lui-même « devient un rouage du système d'ensemble », système qui a connu plusieurs formes politiques, dont trois principales :



le communisme, le nazisme et, enfin, l'« Occident », qui « n'est pas indemne face à cette domination de tout ce qui est fonctionnel ».

Une lutte permanente

Ces trois formes politiques, en effet, soit ont « détruit » la démocratie (communisme, nazisme), soit l'ont vidée « de son contenu réel ». C'est le cas de l'oligarchie occidentale qui est une lutte permanente contre la démocratie « fondée sur la nation et la participation active des citoyens », car celle-ci est « un obstacle à l'interchangeabilité mondiale des hommes, donc à l'utilitarisme au service de l'oligarchie ».

L'homme « arraisonné » doit avoir quatre caractéristiques : être dépourvu de racines, d'idéal, de religion et de personnalité, seules conditions pour devenir le jouet de ceux qui désirent l'asservir tout en lui donnant l'illusion de la liberté, l'idéologie des droits de l'homme servant de caution à cet asservissement. Là, Yvan Blot rejoint Maxence Hecquard.

Pour percer le secret métaphysique de l'oligarchie moderne, l'auteur recourt au schéma suivant, tiré de Heidegger : l'homme vit dans un monde qui est un ensemble de significations (ou quadriparti) réparties en quatre ordres correspondant aux quatre causes distinguées par Aristote (cause matérielle, cause formelle, cause motrice et cause finale). Prenons

l'exemple du temple, œuvre d'art construite par les Grecs sur le sol de leur « patrie » ou (« terre ») et « déployant un monde de significations » donnant sens à l'organisation de leur cité « face à la Divinité qui incarne un idéal au-dessus d'eux » : ce temple est « écartelé entre quatre pôles : la terre [cause matérielle], ce monde de significations (appelé aussi ciel par Heidegger) [cause formelle], les hommes [cause motrice] et la Divinité [cause finale] ». Dans cet ensemble, précise Yvan Blot, « les hommes mènent leur existence qui est bien plus qu'une simple vie biologique car elle a un sens au-delà de la vie animale ».

Réduction à l'hédonisme

On aura compris que le secret - honteux - de l'oligarchie moderne est, sinon de ramener ces quatre dimensions à deux - la cause matérielle et la cause formelle -, c'est-à-dire d'oublier les hommes eux-mêmes (cause motrice) et leur aspiration à la transcendance (cause finale), du moins de les subvertir pour réduire l'homme à une fonctionnalité animale et à un hédonisme qui l'est presque autant (et que Bernanos avait déjà dénoncé notamment dans *La France contre les robots*). D'où une idéologie égalitariste dont le rôle déshumanisant est dissimulé par son aspiration apparente à la justice. « Dans ce système, écrit Yvan Blot, les racines (la "terre" ou la "patrie" selon le vocabulaire

de Heidegger) sont remplacées par la technique et sa logique purement fonctionnelle. [...] Le ciel, le domaine des valeurs et des idéaux, est remplacé par la seule valeur de l'argent et tout est converti en argent. [...] Dans le domaine de la cause motrice, celui des hommes, la masse se substitue à la personne humaine. » Toutefois Blot, qui fait encore référence à la théologie des droits de l'homme, ne remarque pas que ce furent les Lumières qui inventèrent l'individu interchangeable contre la personne, née avec le christianisme. « Quant à la cause finale, qui était d'ordre divin dans toutes les sociétés traditionnelles, elle est devenue l'ego lui-même de l'individu. »

Le progrès et l'argent

Mais l'oligarchie ne pouvant accepter ce discours de vérité, cette psychanalyse qui la révélerait au peuple, dissimule le fonctionnalisme sous l'idéologie du progrès, le culte de l'argent et le combat contre toute forme de personnalité sous l'égalitarisme et la lutte contre les discriminations, supplantant « tout ce qui distingue les individus sauf l'argent », et le refus de la transcendance sous l'égoïsme et l'individualisme. On ne saurait donc s'étonner que le régime oligarchique soit un ennemi acharné des libertés, notamment de la liberté d'expression, et ait instauré un cadre ré-

pressif sans précédent : « le régime condamne le moindre écart de langage considéré comme discriminatoire mais il est d'une tolérance immense pour la pornographie » (c'est-à-dire l'amour réduit à sa fonctionnalité la plus immédiate et commerciale, l'argent étant devenu le "ciel" ou la cause formelle du système oligarchique moderne).

Yvan Blot n'a plus qu'à interpréter notre modernité avec cette grille de lecture, le résultat étant une société en déclin, qui renonce à elle-même. Crise de l'enseignement (nous vous laissons découvrir une superbe citation de Péguy), politique dégradée par l'arrondissement, enlaidissement matériel et moral du monde, crise démographique et autodestruction du système occidental par le développement de l'irresponsabilité et la prédominance du court terme (déjà propres au système démocratique, comme Maurras l'a établi, mais aggravées par sa dérive oligarchique) : Yvan Blot expose dans le détail l'idéologie de justification de l'oligarchie (progrès, égalitarisme, droit-de-l'homme, gouvernance démocratique, immigrationnisme) visant à enfermer les citoyens dans un système de valeurs que l'expérience ne valide pas mais qui lui permet de culpabiliser toute réflexion de survie aussitôt dénoncée comme populiste, voire condamnée comme discriminatoire.

Démocratie directe

Il existe pourtant des forces de résistance, auxquelles l'auteur consacre des chapitres entiers : on sait que le désespoir en politique est une sottise absolue. Mais la victoire suppose un retournement métaphysique, les contrepoisons philosophiques tenant dans le courant existentiel et la tradition religieuse de l'Occident. Quant à une forme de démocratie directe, permettant de redonner au peuple la possibilité de s'appuyer, pour décider, non plus sur le discours d'imposture d'une élite mondialisée mais sur son « information expérimentale » (son vécu) ? Nous n'y sommes pas opposés par principe : le roi en ses conseils, le peuple en ses États. Faut-il pour autant en faire un principe de gouvernement ? Si l'expérience des référendums montre que le peuple est souvent plus sage que ses représentants, d'où l'abandon progressif de cette pratique par la classe dirigeante depuis son revers de 2005, rien ne dit toutefois que la conjugaison de « l'information expérimentale » et du bon sens suffisent toujours en matière régalienne. Il entre dans un vote une part de passionnel que, trop souvent, les *media* au service de l'oligarchie cherchent à orienter au profit de celle-ci (on le voit à propos de l'euro, que les Français acceptent aujourd'hui par fatalisme). Ce débat, plus proprement institutionnel, nous espérons avoir l'occasion de l'entamer bientôt avec l'auteur du livre. ■

François Marcilhac

✓ Yvan Blot, *L'Oligarchie au pouvoir*, Economica, 144 p., 19 €

LIBRE DÉBAT

Autour du "politique d'abord"

À la faveur de la crise, une formule chère à l'AF se trouve remise à l'honneur. À tort ou à raison ? Le débat est ouvert, comme en témoigne cette libre interprétation, nuancée par la contribution présentée ci-contre.

Commentant sur son blog un éditorial de *Libération*, où Nicolas Demorand appelait à « réarmer le pouvoir politique » contre l'influence des marchés financiers, Jean-Philippe Chauvin l'a jugé « maurrassien ». Lecteur d'une presse moins consensuelle, Aristide Leucate n'en retient pas moins des considérations du même ordre. Dans *L'AF 2000* du 1^{er} septembre, il a relevé cette citation d'un confrère vaudois : « *C'est à l'État [...] qu'il appartient de cadrer (et non de régenter dans le détail) l'activité économique, pour s'assurer qu'elle reste au service du bien commun.* » Suivait la reprise d'une formule chère à l'AF : « *Politique d'abord !* »

Monétiser la dette

Ces propos feraient l'unanimité s'ils n'étaient éclairés par ceux de Marine Le Pen, pointant « *notre dépendance de plus en plus forte vis-à-vis des marchés* ». « *Parce que c'est à eux exclusivement qu'on peut emprunter, parce qu'ils ont un monopole et qu'ils peuvent nous imposer leurs conditions, nous imposer des taux d'intérêt élevés* », l'État devrait « *repren- dre le contrôle de la politique monétaire, de la politique budgétaire et de son financement* », soutient l'égérie populiste. Celle-ci vise une réforme remontant à 1973, dénoncée sous le nom de « *loi Rothschild* » : allusion à la banque éponyme, employeur éphémère de Georges Pompidou, dont celui-ci est accusé d'avoir servi les intérêts devenu président de la République. Par cette loi, l'État avait renoncé à se financer directement auprès de la Banque de France ; depuis lors, il doit compter avec les taux du marché. Ce faisant, il entendait se prémunir des dérives inflationnistes.

Tandis que l'Occident peine à s'extraire de la spirale des déficits, peut-être la perspective de monétiser la dette mérite-t-elle d'être débattue. Mais en gardant à l'esprit qu'« *il n'y a pas de repas gratuit* », selon l'expression popularisée par Milton Friedman. Autrement dit, tout se paie d'une façon ou d'une autre. Or, le coût s'avère d'autant plus élevé que l'on s'entête à faire abstraction des forces à l'œuvre dans le système économique. « *Ce qui ne peut pas être refuse d'être* », martelait Charles Maurras dans *La Politique naturelle*. « *Ce qui doit être, ce que produit l'antécédent qu'on a posé, suit le cours de sa conséquence* », poursuivait-il, déplorant les méfaits des « *volontés mirifiques* » : « *On annonçait l'abondance : il faut rogner la monnaie. Les salaires ont monté, mais les prix aussi ; il faut que les salaires montent encore : comment monteront-ils si l'on n'a plus d'argent*



L'indépendance des banques centrales porte à controverse.

pour les payer ? » Les proclamations selon lesquelles « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* », l'affirmation désinvolte que « *l'intendance suivra* », les gargarismes en faveur d'un « *parti des politiques* » sont autant d'incantations procédant d'une conviction morale : la politique apparaît plus noble que les activités économiques et financières, puisqu'on lui prête, à tort ou à raison, la seule ambition de servir le bien commun. De cela devrait découler une organisation sociale retranscrivant formellement cette hiérarchie : « *politique d'abord* », nous dit-on. Or, si l'on s'en tient à Maurras, « *quand nous disons "politique d'abord", nous disons la politique la première, la première dans l'ordre du temps, nullement dans l'ordre de la dignité* ». Ni dans celui du droit.

Volontarisme

Aussi la formule nous paraît-elle galvaudée. Et même dévoyée, étant donné qu'elle participe d'un volontarisme aux antipodes de l'empirisme cher à l'AF : on nous promet de reconstruire la société sur la base d'une abstraction, à la façon des révolutionnaires envisageant le découpage administratif de la France suivant des formes géométriques tracées au sommet de l'État. Dans ces conditions, comment s'étonner que soit survenue la crise des *subprimes* ? « *La lune ! On n'a qu'à demander la lune* », clamait Maurras. « *Des mains dociles iront la cueillir dans le ciel* », comme d'autres, responsables politiques en tête, ont annoncé aux ménages américains qu'ils pourraient se porter acquéreurs de leur logement quel que soit leur niveau de revenus. « *Mais, peu à peu, les évidences se font jour.* »

Justifiant la baisse d'un cran de la note souveraine des États-Unis, Standard & Poor's a invoqué « *la profonde division politique* » observée outre-Atlantique. Cela « *mène à une impasse et a empêché un règlement réel du problème de la dérive budgétaire fédérale* », selon Jean-Michel Six, le chef économiste Europe de l'agence de notation, interrogé par *Les Échos*. Sur le Vieux-Continent, les calculs politiques nourrissent la cacophonie diplomatique, rendant d'autant plus hasardeux le rétablissement de la confiance. Preuve que, dans son acception maurrassienne, le "politique d'abord" demeure d'actualité. Ne nous y trompons pas : fustiger les agences de *rating*, les *traders* et autres spéculateurs, c'est témoigner d'une sollicitude déplacée à l'égard du personnel politique, que l'on dédouane de ses responsabilités par la désignation d'un bouc émissaire.

La France compte suffisamment de démagogues s'attaquant aux magnats du capitalisme, ennemis à bien des égards imaginaires, tant doit être relativisé le poids des individus et de leur cupidité dans le système financier. Derrière les fonds de pension, n'y a-t-il pas de modestes retraités ? Les royalistes ont mieux à faire que de noyer leurs voix parmi celles des néo-marxistes au discours convenu. Dans ce contexte, il leur appartient plutôt de dénoncer l'accumulation des déficits aux dépens des générations futures, une fiscalité rendue illisible par les attermolements politiques, l'interférence des calendriers électoraux dans les négociations internationales... Autrement dit, l'incurie républicaine - celle des institutions. Politique d'abord ! ■

Grégoire Dubost

DETTE PUBLIQUE

La faute de la République

L'ampleur de la dette témoigne des tares du régime républicain, qui a créé un "État-nounou" vivant sous la perfusion des marchés financiers.

LA DETTE est devenue la préoccupation majeure du gouvernement, si l'on suit sa communication. En fait, cette question n'est pas récente mais, durant des décennies, elle a été occultée pour des raisons plus démagogiques et politiques que proprement économiques et sociales. Quand Martine Aubry accuse l'actuel président d'être responsable d'un tiers de la dette publique, elle oublie que celle-ci est née après le choc pétrolier de 1973, que le budget de l'État n'a plus jamais été en équilibre depuis lors, et que les gouvernements successifs de la République, depuis la présidence Giscard d'Estaing, n'ont cessé de "creuser le trou".



Promesses obligatoires

La République a été proprement irresponsable, au travers de ses politiciens et par son principe même, puisqu'elle ne vit qu'au rythme des élections et des "promesses obligatoires" à l'origine, par exemple, de la plupart des niches fiscales. Le clientélisme a suscité l'accroissement démesuré du nombre des fonctionnaires dans les premières années de la présidence Mitterrand, la mise en place des 35 heures, des subventions en tout genre... La République s'est faite État-nounou, avec un endettement spectaculaire à la clé, instillant dans la population un état d'esprit peu favorable à l'initiative, à l'effort ou encore à l'imagination, toutes choses pourtant nécessaires pour maintenir un pays en bonne santé économique et sociale.

Il serait fastidieux de dresser la liste des "petits arrangements" que la République a pratiqués au risque d'aboutir à ce grand dérangement que l'on voit aujourd'hui et de provoquer cette dépendance à l'égard de marchés de plus en plus exigeants et de plus en plus lointains, "démocratiquement parlant". Les jeux boursiers et les dettes publiques deviennent mortifères pour les États et les peuples... La République en est responsable devant les citoyens, mais aussi devant l'histoire et les générations à venir qui, si l'on ne fait rien, seront à vie débitrices des marchés et des puissances du moment. Ce destin dramatique peut encore être évité : encore faut-il une volonté politique forte et, surtout, durable ! Une république qui s'abandonne régulièrement à quelques politiciens de ren- contre et qui se plie aux désirs des jeux boursiers peut-elle sauver notre pays ? Cela semble peu probable parce que c'est peu crédible... Une nation, c'est une "famille de familles", avec des devoirs

et des responsabilités "familiales" : le meilleur moyen de rendre à l'État l'esprit de responsabilité et de service, c'est encore et toujours de confier la magistrature suprême non pas à un simple homme, fût-il "le meilleur" ou "providentiel", mais à une famille, à travers son "chef" du moment, son "représentant" comme on dit aujourd'hui. Celui-ci pensera la politique au-delà de sa propre vie, n'étant que le maillon d'une longue chaîne de transmission familiale. « *Le roi est mort, vive le roi* » : cette formule témoigne de cette continuité. Dans ces conditions, le roi a tout intérêt à faire pour le mieux s'il ne veut pas "ruiner l'avenir" qui est aussi celui de sa propre progéniture.

Monarchie active

Oui, il faut sans cesse le rappeler : alors que la république déresponsabilise ceux qui s'en veulent les maîtres, au détriment souvent des citoyens et de leur "long avenir", la monarchie, elle, n'a pas le choix : si elle néglige le "lendemain", elle risque fort d'être déracinée... Cette conscience forte du temps, qui est au fondement de la monarchie, est le meilleur moyen de préserver et de préparer l'avenir, et d'en amortir, autant que faire se peut, les chocs. De plus, une monarchie politique active, telle qu'elle se doit d'être dans notre pays, au regard de son histoire et de sa conscience politique propre, peut rendre au politique une légitimité nécessaire pour limiter les excès de l'économique et d'une "fortune anonyme et vagabonde" qui voudrait imposer ses règles abusives aux États et aux peuples : « *la politique de la France ne se fait pas à la corbeille* » est une formule gaullienne qui résume bien ce que doivent être et ce que sont la pensée et la pratique de la monarchie face aux marchés ! □

Jean-Philippe Chauvin
<http://nouvelle-chouannerie.com/>

■ MAURRAS

Définir la civilisation

Volontiers opposée à la barbarie, la civilisation désigne un état de mœurs adoucies. Mais elle constitue surtout un capital considérable, dont les dépositaires sont redevables aux générations les ayant précédés.



La Grèce est aux sources de la civilisation dont la France est l'héritière.

Dans un long article paru le 9 septembre 1901 dans la *Gazette de France* et repris, un peu abrégé, dans son livre *Mes Idées politiques*, Charles Maurras aborde le sujet de la civilisation en philosophe mais aussi en anthropologue. Définir le terme ne se fait pas sans difficulté. On l'emploie un peu à tort et à travers, généralement, nous dit Maurras, pour qualifier un état de mœurs adoucies, ou pour signifier que l'on profite de ce qu'a apporté le progrès à une société : le chemin de fer ou le téléphone ou, simplement pour faire allusion à un groupe dans lequel on ne mange pas ses semblables.

Un capital transmis

Maurras attire notre attention sur tout ce que nous devons à nos ancêtres. Comme l'a dit Le Play, un nouveau-né est un petit barbare. Mais quand il naît en France, par exemple, ce petit barbare va recevoir une éducation qui est le fruit de tous les travaux de l'espèce, qui fera de lui un homme, tel que nous le concevons aujourd'hui. L'individu qui vient au monde y trouve beaucoup plus qu'il n'apporte et plus une civilisation progresse, plus la valeur de ce que reçoit le nouveau-né augmente. Une civilisation est d'abord un capital, mais c'est aussi un capital transmis. Les deux termes inséparables de l'idée de civilisation sont capitalisation et

transmission. L'industrie, dit Maurras, c'est-à-dire la transformation de la nature par le travail de l'homme, change la face du monde mais aussi change l'homme, comme l'outil perfectionne l'ouvrier mais aussi comme l'ouvrier perfectionne l'outil.

Le plus insolvable des êtres

Nos ancêtres lointains qui ne faisaient que le strict nécessaire pour survivre ont laissé la brousse et la forêt telles qu'elles étaient, mais peu à peu, l'industrie s'est développée. C'est la hutte qu'il fallait reconstruire sans cesse, les provisions à rassembler journellement. Des secrets utiles et précieux, découverts par hasard, se sont accumulés et la société s'est structurée.

Ainsi, celui que nous appelons le civilisé, parce qu'il est civilisé a beaucoup plus d'obligations envers la société que celle-ci envers lui. Le soc incurvé de la charrue, la toile de voile, la taille d'un quartier de roc, le joug d'un chariot ou l'obéissance d'un animal de trait, nous rappelle Maurras, représentent un capital considérable dont nous sommes redevables aux générations qui nous ont précédés. Au point où nous sommes arrivés, nous ne pourrions jamais nous acquitter de notre dette envers nos devanciers, ce qui fait de l'individu moderne le plus insolvable des êtres. On dit

fréquemment qu'il y a des civilisations différentes : Chine, Indes, pays d'Afrique, etc. Chacun de ces pays a un capital matériel et moral qu'il transmet, mais la civilisation est autre chose. Elle ne se définit que par l'histoire. À un certain moment où l'homme a été encore plus industriel et plus inventif, il s'est aperçu que toutes les richesses qu'il créait s'épuisaient et qu'il faudrait au monde un accroissement de biens infini. Alors l'art grec inventa la beauté et les moralistes enseignèrent que le bonheur ne tient pas à l'infinité de ce qu'on s'approprie. La philosophie grecque aborda ainsi la vertu. Cette civilisation grecque fut transmise à Rome qui la diffusa dans l'univers connu.

Leçon d'espoir

En France, grâce au bon sens des rois et du peuple qui, d'un commun accord, repoussèrent de fausses libérations mensongères, notre nation, en se développant au XVI^e, XVII^e et même XVIII^e siècle, est devenue l'héritière légitime du monde grec et romain. Notre tradition, dit encore Maurras, n'a été qu'interrompue par la Révolution mais notre capital subsiste. Il dépend de nous, de le faire fleurir et fructifier à nouveau. Quelle belle leçon d'histoire, de morale et d'espoir nous donne Maurras dans ce texte. ■

Louis de Galice

COLLOQUE

Maurras et la littérature à l'affiche

Un colloque ayant pour thème "Maurrassisme et littérature" se tiendra les 20, 21 et 22 octobre à l'université Paris III.



« Charles Maurras et l'Action française constituent un pôle important de la vie politique et culturelle de la France du XX^e siècle », rappellent Olivier Dard, Jeanyves Guérin et Michel Leymarie, justifiant la série de colloques qui leur est consacrée depuis 2008. « Le premier colloque de la série [...] s'est penché sur les héritages revendiqués ou refusés, les milieux sociaux et religieux que le mouvement informe, sur ses vecteurs de diffusion et les régions plus particulièrement sensibles à ses thématiques, sans négliger les oppositions et les dissidences que suscite cet "envers de la République" (Pierre Nora). Le deuxième [...] a explicité les relations que Maurras et les maurrassiens entretiennent avec des interlocuteurs étrangers, favorables ou hostiles, ainsi que la réception, les divers usages et les transferts culturels et politiques du maurrassisme hors de France. Le troisième colloque [...] a été plus spécifiquement consacré au maurrassisme et à la culture, aux liens entre histoire, politique, philosophie et esthétique ; il a permis d'étudier la place et les productions de quelques-unes des personnalités majeures qui ont incarné les différentes générations du mouvement. » Un quatrième colloque - "Maurrassisme et littérature" - se tiendra les 20, 21 et 22 octobre 2011 à Paris III-Sorbonne nouvelle. « Conservant la perspective interdisciplinaire qui caractérise ce cycle depuis ses débuts, il s'intéressera plus précisément à la sphère littéraire, tout aussi bien aux figures et aux groupes - de Mistral ou Lemaître aux "hussards" -, qu'aux institutions et aux milieux de la critique littéraire prise dans sa diversité, puisqu'il s'agit d'étudier les réceptions favorables et celles qui sont au contraire réservées voire hostiles. Comme lors des précédents colloques, le regard se portera sur les relations entre le maurrassisme, la littérature et l'étranger en privilégiant l'aire francophone et l'aire latine. »

Programme :

■ **Jeudi 20, matin** - Mot de bienvenue de Jeanyves Guérin ; président : Pascal Ory (Paris III) ; introduction : Michel Leymarie (Lille III-IRHIS) ; Mistral-Maurras, les enjeux d'une filiation : Martin Motte (Paris IV-Saint-Cyr Coëtquidan) ; Paul Bourget, Jules Lemaître et l'Ac-

tion française : Laurent Joly (CNRS) ; Paul Claudel, Maurras et l'Action française : Pascale Alexandre (Paris-Est-Marne-la-Vallée) ; La NRF, tentations et refus du maurrassisme : Pierre Masson (Nantes).

■ **Jeudi 20, après-midi** - Président : Marc Dambre (Paris III) ; Les Lettres dans *La Revue universelle* : Michel Leymarie (Lille 3-IRHIS) L'Académie française et l'Action française : Jean Touzot (Paris IV) ; Léon Daudet critique : Jean El Gammal (Nancy II-MSH Lorraine) ; Georges Bernanos et l'Action française : Denis Labouret (Paris IV).

■ **Vendredi 21, matin** - Président : Pascale Alexandre (Paris-Est-Marne-la-Vallée) ; Maurice Blanchot et l'Action française : Jérémie Majorel (Paris VII) ; Relire le *Corneille* de Brasillach et le *Racine* de Maulnier : Hélène Merlin-Kajman (Paris III) ; Maurrassisme et théâtre : Jeanyves Guérin (Paris III) ; Contre le maurrassisme, deux revues de gauche, *Europe* et *Commune* : Nicole Racine (FNSP) ; La Jeune Droite, le maurrassisme et la littérature : Olivier Dard (Metz-MSH Lorraine).

■ **Vendredi 21, après-midi** - Président : Olivier Dard (Metz) ; Maurrassisme et littérature en Belgique : Francis Balace (Liège) ; Maurrassisme et littérature en Suisse : Robert Kopp (Bâle) ; Contre Maurras, le "néoclassicisme scientifique" de Fernando Pessoa : Ana Sardinha-Desvignes (Paris III) ; Maurrassisme et littérature en Catalogne : Xavier Pla (Gérone) ; Maurrassisme et littérature en Roumanie : Georgiana Medrea (Bucarest, Centre Mousnier, Paris IV).

■ **Samedi 22, matin** - Président : Michel Leymarie (Lille III-IRHIS) ; Maurrassisme et histoires de la littérature (Lasserre, Clouard, Haedens...) : Didier Alexandre (Paris IV) ; Les Hussards et l'Action française : Marc Dambre (Paris IV) ; Jacques Laurent et le maurrassisme : François-Jean Authier (Paris III-CERRAC) ; Roland Laudenbach et La Table ronde, Jacques Perret et *Aspects de la France* : Guillaume Gros (Toulouse-Frammespa) ; conclusion : Jeanyves Guérin et Olivier Dard.

CMRDS 2011

Royalistes en Vendée

Le 57e Camp Maxime Real del Sarte, l'université d'été de l'Action française, s'est déroulé au cœur de la Vendée Militaire. Retour sur une semaine d'intense formation intellectuelle et militante.



C'est par petits groupes que, dès dimanche soir (nous étions le 21 août), les premiers militants, ainsi que des éléments avancés de l'encadrement, prirent leurs quartiers au logis du Sourdy, à Gaubretière, en plein cœur de la Vendée Militaire. Ils furent accueillis par François Bel-Ker, l'homme orchestre de ce 57e Camp Maxime Real del Sarte (CMRDS), brillamment secondé par Sylvain Bernis. Retrouvailles et aussi découvertes pour certains militants venant de points éloignés de la France.

Dès lundi, après le traditionnel dégrassement sportif mené par le chef de camp, les participants purent faire briller leurs connaissances lors du questionnaire de début de camp. Cette université portant sur « l'imposture démocratique ». On attaqua avec une réflexion originale sur la "démocratie équitable" présentée par Gabriel Thibout, un jeune universitaire. Selon cette idée portée par nos amis de l'Alliance royale, en dehors des pouvoirs régaliens qui restent à la discrétion du chef de l'État, c'est-à-dire du roi, une assemblée plus représentative de la nation pourrait assurer l'organisation civile du pays. Stéphane Blanchonnet introduisit ensuite le cycle d'études par une conférence sur les origines historiques de la démocratie. Bernard Pascaud, président de la Restauration nationale, enchaîna en répondant aux objections généralement faites à la monarchie. Sa présence riche et réconfortante fut unanimement appréciée pen-

dant toute la session. Chaque conférence étant suivie d'un débat, on vit que nos jeunes ne furent pas complètement assommés par cette première salve. Le rythme de deux conférences par jour, d'un cercle ou d'un atelier et d'une animation chaque soir après le dîner fut soutenu pendant huit jours. Les équipes d'étudiants assuraient de plus, à tour de rôle, repas, vaisselle et entretien des locaux.

Au programme

Toutes les conférences seront bientôt disponibles soit par écrit, soit en vidéo, c'est pourquoi je ne m'attacherai pas à les détailler ici. Stéphane Blanchonnet le président du comité directeur de l'Action française, François Marcihac l'éditorialiste de L'AF 2000, et Bernard Pascaud, qui dirigeaient les études, intervinrent à plusieurs reprises, aussi bien par des conférences que dans l'animation des cercles d'études et ateliers. Ils furent aidés par notre ami Marc Savina, qui assura une présence très active, fort joyeuse aussi, et qui nous fit redécouvrir Tocqueville. D'autres intervenants de grande classe passèrent quelques jours avec nous et nous firent profiter de la densité de leur réflexion. Citons Michel Michel, qui nous parla de stratégie, mais qui intervint aussi dans l'animation d'atelier. Citons également Gérard Leclerc, qui nous raconta une histoire vivante de l'Action française et des idées de Maurras, toujours d'actualité, et insista sur l'impact

des événements de 1968 sur les idéologies - sonnant paradoxalement la fin du marxisme - ainsi que sur l'AF elle-même. Nous pourrions évoquer aussi les interventions du bouillant Jean-Philippe Chauvin, qui combat pour l'avènement de la royauté ici et maintenant. Nous avons pu bénéficier aussi de tables rondes où l'on vit notamment Maxence Hecquard, auteur des Fondements philosophiques de la démocratie moderne, croiser le fer avec M. l'abbé de Tanoüarn et Francis Venant. Nous avons entendu Xavier Cheneveau, Richard d'Amphernet... Tous les intervenants ne sont pas cités et je m'en excuse auprès d'eux, mais ce récit ne doit pas devenir fastidieux.

En route pour 2012

Le CMRDS, c'est aussi l'organisation de l'année militante qui suit, la mise en place d'une stratégie de conquête de l'intelligence. 2012 étant l'année de la présidentielle, de la crise économique et sociale du pays et du renouveau de nos élites à la survie de la nation française, nous avons du pain sur la planche. Il a fallu trouver des intervalles dans ce riche emploi du temps pour préparer tout cela. Premier résultat de ce travail, la nomination d'Antoine Desonay comme responsable des étudiants et lycéens d'AF de Paris. Une cérémonie très dépouillée a été organisée au mont des Alouettes pour remettre les premières plaques bleues à quatre étudiants militants confirmés : Henri, Antoine, Geoffrey et Lilian. Gageons que c'est le début pour l'AF d'une ère nouvelle.

Retenons la parfaite tenue de nos militants, qui ont conjugué l'activité sportive et l'activité intellectuelle avec bonheur, et les animations le soir, qui ont montré que la bonne humeur était partagée par tous. Parmi ces animations, notons une soirée collage à Cholet qui permit de se frotter à la rue de façon concrète. Mais nous ne pouvons pas conclure ce compte rendu sans parler de la sortie à la cinéscène du Puy-du-Fou, rendue possible par la ténace intervention de notre ami Olivier Dazat. Qu'il en soit ici remercié car le spectacle est d'une rare qualité. Nous pûmes ajouter quelques « vive le roi » sonores qui n'étaient pas inscrits dans le scénario... L'ambiance amicale de ce camp, la mobilisation de chacun, la nouvelle dynamique étudiante qui semble s'opérer constituent autant de motifs d'espérance pour le combat que nous allons livrer cette année. Plus que jamais, nous croyons à l'instauration monarchique, condition première du salut de la France. ■

Olivier Perceval

Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF	Trésorier	Provinces
Stéphane Blanchonnet	Giovanni Castelluccio	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Secrétaire administratif	Militantisme
Olivier Perceval	Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint	Formation	Responsable opérationnel
Romain Hellouin	Marc Savina	François Bel-Ker

7 OCTOBRE

Rentrée de l'AF à Paris

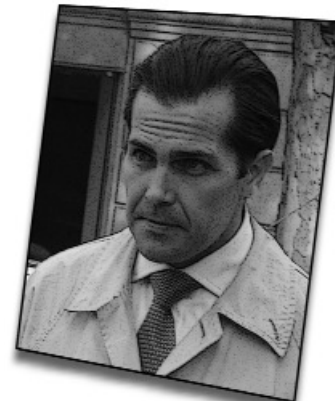
L'ACTION FRANÇAISE fera sa rentrée officielle le vendredi 7 octobre. Rendez-vous à 19 heures dans nos bureaux, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Olivier Perceval, François Bel-Ker et Antoine Desonay prendront la parole. Entrée libre.



21&22 OCTOBRE

Le prince Charles-Philippe à Limoges

SAR LE PRINCE Charles-Philippe d'Orléans, duc d'Anjou, se rendra à Limoges les 21 et 22 octobre, dans le cadre des activités culturelles de l'Institut de la maison royale de France (IMRF), sur proposition de M^{gr} le comte de Paris. Le prince Charles-Philippe sera accompagné de M. R. Finell, comte d'Auxois, secrétaire général de l'IMRF, et de M. Emmanuel Delhoume, conseiller du comte de Paris.



Vendredi 21 octobre - 11h00 : Club de la presse du Limousin ; **14 heures :** visite d'un émailleur traditionnel ; **15 heures :** France 3, enregistrement de *La voix est libre* ; **16 heures :** visite d'entreprises à la technopole Ester ; **18 heures :** *Radio France bleue Limousin* ; **18 h 30 :** rencontre avec les artisans bouchers ; **19 heures :** inauguration officielle de la Frairie des Petits Ventres avec les autorités civiles et religieuses. **Samedi 22 octobre - 9 h 30 :** messe pour la France dans la forme ex-

traordinaire du rite romain, église Saint-Pierre-du-Queyroix ; **10 h 45 :** visite officielle à Oradour-sur-Glane (visite du village martyr et réception en mairie) ; **13 heures :** déjeuner-débat et rencontre avec les cercles royalistes locaux (Chez Alphonse, 5 place de la Motte à Limoges).

Inscription au déjeuner au prix de 35 euros, à régler par chèque au secrétariat de M^{gr} le comte de Paris, 102 bis rue Miromesnil, 75008 Paris ; renseignements : 06 67 28 33 38.

» RADIO COURTOISIE

Les *Mardis de la mémoire* du 4 octobre 2011 seront consacrés au Cahier de L'Herne consacré à Charles Maurras, en librairie le lendemain. L'émission sera diffusée en direct de 10 h 45 à 11 h 45 (95,6 MHz à Paris).

» BIENNALE BLANCHE

Le 2e Biennale blanche se tiendra à Paris le samedi 17 septembre de 10 heures à 18 heures. L'Action française y sera représentée. Vous trouverez à son comptoir des in-

signes, des plaquette de formation... Rendez-vous salle Paul Guyot, ASIEM, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7e (rez-de-chaussée gauche). Renseignements auprès d'Alain Texier : charte.de.fontevault@wanadoo.fr ; 06 07 08 17 55.

» NAISSANCE

Nous avons appris avec joie la naissance, le 2 août 2011, de Charlotte, premier enfant de notre collaborateur Aristide Leucate, et de son épouse Sabrina. Nous présentons toutes nos félicitations aux heureux parents.

❑ LIVRES

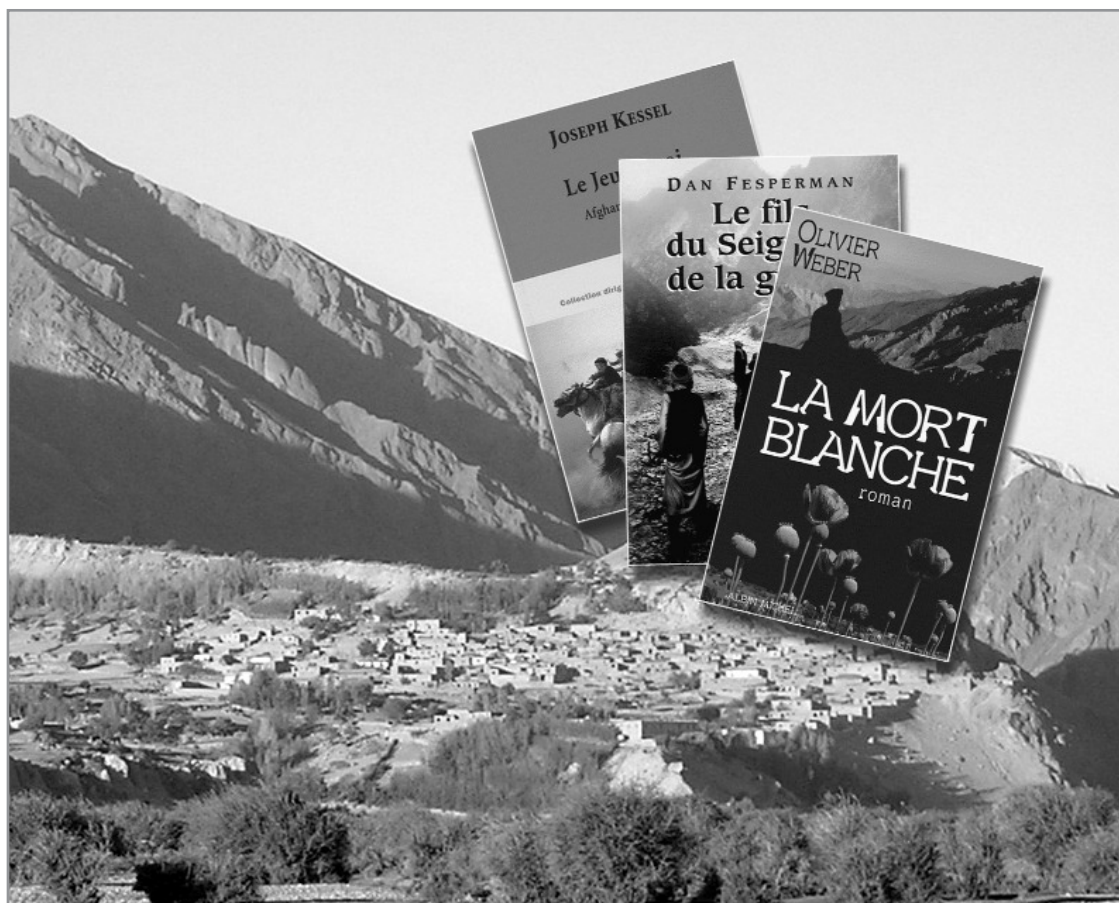
Afghanistan, les illusions perdues

Dix ans après l'assassinat du commandant Massoud, l'intervention de l'OTAN en Afghanistan, la mort là-bas d'un soixante-quinzième soldat français, jamais l'avenir du "royaume de l'insolence" n'a semblé si sombre. Quelques livres permettent de mieux comprendre comment nous en sommes arrivés là.

En 1956, Joseph Kessel a l'occasion de doubler le reportage qu'il doit faire en Afghanistan pour la presse écrite d'un documentaire cinématographique, travail confié à deux débutants prometteurs, Pierre Schoendörffer et Jacques Dupont. Le fil conducteur du tournage sera l'organisation et le déroulement d'un bouzkachi, jeu introduit en Asie centrale par les hordes mongoles, version très brutale du polo britannique consistant à laisser s'affronter, cravache plombée au poing, des équipes de cavaliers qui se disputent la dépouille d'un bouc décapité. Traditionnellement, le plus grand tournoi se livre en septembre, pour l'anniversaire du roi Zaher Shah, dans la plaine de Bagram près de Kaboul. C'est cette compétition opposant les meilleurs champions du pays que Kessel veut filmer ; mais, dans ces provinces dont l'époustouflante beauté et l'intrinsèque noblesse empoignent l'équipe, personne, ou presque, ne sait ce qu'est un film... Il faudra, pressé par le temps, improviser, se faire aux mœurs locales, et se prendre de passion pour ce peuple et cette terre.

Le temps suspendu

Le Jeu du roi appartient à la longue, et brillante, série des grands reportages de Kessel dont beaucoup, tant par le style que l'acuité de l'analyse, sont devenus documents historiques et classiques littéraires. La parution de sa version romanesque, *Les Cavaliers*, en 1968, avec laquelle il semblait faire double emploi, l'éclipsa. Sa réédition s'imposait cependant, un peu parce qu'elle éclaire la genèse du roman, beaucoup parce qu'elle témoigne d'un univers splendide et immémorial où le temps s'était suspendu plusieurs siècles en arrière, univers que la révolution de 1975, l'occupation soviétique, la guerre, les talibans, l'intervention occidentale ont détruit irrémédiablement. Grâce à Kessel, l'on se souviendra de cette part irremplaçable de l'âme humaine, et du vide béant qu'elle a laissé derrière elle. L'un des premiers soins du pouvoir marxiste qui renversa Zaher Shah fut de persécuter les croyants. Et ce fut dans les milieux pratiquants cultivés de la capitale que se levèrent les premiers résistants. Parmi eux, un étudiant en architecture de vingt-deux ans, Ahmed Shah Sarkada Khel, que le monde entier connaît sous son nom de guerre : Massoud, "le Chanceux". On a beaucoup écrit sur lui, mais pas assez sans doute puisque ces parutions ne lui amenèrent ni le soutien des Américains - francophile,



ignorant l'anglais, il avait été étiqueté "homme des Français" et rejeté à ce titre dans les ténèbres extérieures... -, ni le soutien de ces autorités françaises dont il espérait tant et qui, non seulement restèrent sourdes à ses avertissements et ses appels à l'aide, mais le laissèrent diffamer comme si le héros qui avait mis l'Armée rouge à genoux était devenu gênant... Tous les honneurs tardifs rendus après sa mort ne contrebalanceront pas l'injustice, doublée d'une irréparable sottise, commise envers lui à l'époque. Mais il est vrai que la République est spécialiste en ce domaine et que le Lion du Panchir, qui ressemblait trop à Charette, n'était pas le premier qu'elle lâchait de la sorte. Pour son malheur, il l'ignorait.

Massoud, mari et père

C'est précisément en réponse aux calomnies qui coururent sur le compte de son mari que la veuve de Massoud décida, en 2005, avec l'aide de journalistes, de raconter son union, à seize ans, à ses risques et périls, avec celui qui incarnait la liberté et l'honneur de l'Afghanistan, dont elle était éperdument éprise mais qui ne pouvait lui apporter qu'angoisses et douleurs. Des années, pour les protéger, Massoud cacha l'existence de cette unique épouse, se laissant accuser de polygamie, lui qui l'avait en horreur, et de leurs six enfants. Il n'est pas question ici du chef de guerre ni du ministre, mais du mari et du père qui rêva, jusqu'à la fin, d'une vie normale pour lui et les siens.

Rien d'impudique dans ces confessions au titre un peu mièvre, Pour l'amour de Massoud, juste l'histoire d'une fillette grandie parmi les atrocités de l'invasion communiste qui fit, lucidement, le choix d'un destin glorieux et amer.

Dans les zones tribales

Octobre 2001 : en riposte à l'attentat du World Trade Center, l'Amérique se décide à éradiquer ces talibans qu'elle avait armés pendant la guerre, puis soutenus après leur prise du pouvoir. Les reporters affluent au Pakistan, décidés à être les premiers à franchir la passe de Khyber. Fatigué de sa morne existence dans le Middle West, coincé entre sa troisième femme et les enfants de ses différents lits, Stanley Kelly, autrefois l'un des meilleurs correspondants de guerre américains, a décidé de reprendre du service. Pour s'apercevoir que, la cinquantaine venue, après avoir décroché si longtemps, ce n'est pas une très bonne idée... Se refusant à l'avouer, il embauche comme traducteur et guide un jeune confrère pachtoun, Nadjib, chargé de lui faire franchir les zones tribales. Prêt à tout pour gagner l'argent qui lui permettra de quitter le Pakistan, Nadjib se garde d'expliquer à son employeur qu'il se débat dans de gros ennuis et que la frontière, sa région natale, est le dernier endroit où il devrait remettre les pieds depuis qu'il a dénoncé aux services secrets pakistanais les agissements réprimandables de son très noble et très malhonnête géniteur... *Le Fils du seigneur de la guerre* de Dan Fe-

sperman se révèle un roman attachant par cette confrontation décalée entre deux personnages que tout oppose, l'Américain vieillissant effaré d'avoir raté sa vie et le musulman en rupture de ban désireux d'échapper à un avenir désastreux, qui, embarqués dans la même galère, nouent une improbable amitié en un moment où l'intolérance triomphe autour d'eux. Cela ne peut, hélas, bien se terminer...

Périple hivernal

Janvier 2002 : Rory Stewart, jeune diplomate britannique qui parcourt depuis quelques années les zones les plus sensibles de l'Iran, de l'Asie centrale et de l'Inde, débarque à Herat dans l'intention de rallier à pied Kaboul ; projet qui apparaît incongru, irréaliste et suspect à des autorités afghanes à peine libérées des talibans et méfiantes vis-à-vis des étrangers. À force de palabres, l'Écossais obstiné obtient les autorisations nécessaires, à condition d'être accompagné de plusieurs agents, au demeurant sympathiques et qu'il sèmera en route. S'il est difficile de croire aux raisons alléguées par Stewart pour justifier ce périple hivernal à travers des régions hautement stratégiques et si tout tend à prouver qu'il travaillait pour le MI5, cela n'empêchera pas de prendre plaisir à son récit, ses rencontres, pas toujours chaleureuses, avec des populations pour lesquelles tout étranger était un Russe, ses descriptions de paysages que la folie humaine n'a pas réussi à défigurer entièrement.

Aucune volonté, ici, de farder la réalité pour la rendre plus attrayante mais un document brut qui parvient à rendre compte des chagrins, des incompréhensions, des colères et des résignations d'un peuple qui a beaucoup souffert.

Romancière sans éditeur réduite à de tristes petits boulots, la narratrice, sans se préoccuper des risques, postule pour un poste de professeur de français à l'université de Kaboul ; l'insécurité grandissante, on ne se dispute pas les places. Là-bas, elle fait la connaissance d'un autre expatrié, Nathan, séducteur vieillissant qui lui promet le mariage ; dès qu'il aura convaincu sa femme de divorcer. Refrain connu, et pourtant efficace. Amoureuse aveuglée, la jeune femme se laissera manipuler longtemps avant de comprendre que son amant s'est moqué d'elle. Pour s'en déprendre et se consoler, il reste un pays à découvrir et aimer. *Le roi d'Afghanistan ne nous a pas mariés* d'Ingrid Thobois est un petit roman au thème un peu usé joliment renouvelé grâce à des portraits délicats, des scènes de rues, des ambiances, des couleurs, des parfums peignant le quotidien afghan à ce moment fugitif où tout fut possible avant de sombrer, au même rythme que l'impossible amour de la narratrice, dans le chaos.

Intérêts occultes

Albane Berenson, jeune ingénieur agronome, est partie pour l'Afghanistan au service d'une ONG qui lutte contre la culture du pavot ; elle a disparu dans la vallée de Jurm, haut lieu de l'opium où même les services spéciaux ont renoncé à s'aventurer. Jonathan, son ancien compagnon, part à sa recherche. Il ignore qu'Albane a dérangé de très hauts intérêts touchant au pétrole, à la drogue, au trafic d'art, au blanchiment d'argent, et que les puissants de tous poils et nationalités qui tirent les ficelles, parfois sous couvert d'aide humanitaire, n'ont aucun scrupule dès lors qu'il s'agit de protéger leur juteux commerce. Olivier Weber, spécialiste des conflits afghans, aurait pu écrire un essai sur ces raisons cachées et répugnantes de la présence occidentale dans la région ; il a préféré, avec *La Mort blanche*, faire un roman. Peut-être la fiction est-elle moins dangereuse. Cela donne, après un début un peu lent qui s'accélère ensuite comme le meilleur scénario d'action, une dénonciation exemplaire des maux, contagieux, qui rongent l'Afghanistan actuel. Effarant, terrifiant, désespérant... ■

Anne Bernet

✓ Joseph Kessel, *Le Jeu du roi*, Tallandier Texts, 305 p., 10 €. Sediqa Massoud, *Pour l'amour de Massoud*, Presses Pocket, 275 p., 7 €. Dan Fesperman, *Le Fils du seigneur de la guerre*, Fallois, 370 p., 19,50 €. Rory Stewart, *En Afghanistan*, Albin Michel, 330 p., 22 €. Ingrid Thobois, *Le roi d'Afghanistan ne nous a pas mariés*, Phébus, 145 p., 13,50 €. Olivier Weber, *La Mort blanche*, Albin Michel, 350 p., 19,90 €.